La Société historique acadienne

Les Cahiers

Vol. 42, no 4
décembre 2011
La Société historique acadienne

Les Cahiers

Vol. 42, n° 4  
décembre 2011

TABLE DES MATIÈRES

Présentation (La rédaction) ........................................ 171

Le choc des empires dans l'isthme de Chignectou : tel ... 172 que vu par la communauté historienne
ALAIN GELLY, PARCS CANADA

Origine de la cloche de l'église Saint-Alexis de ........... 243 Rollo Bay, Î.-P.-É. : une précision
EARLE LOCKERBY

Les articles dans Les Cahiers sont répertoriés dans Acadiensis, Canadian Historical Review et la Revue d'histoire de l'Amérique française.

Courrier de la deuxième classe – Enregistrement PAP n° 09600 - Client n° 2133024
Mise en pages : Ginette Cormier-Léger
Imprimé par Imprimerie Dupuis, Shédiac (N.-B.)
ISSN 0049-1098
La Société historique acadienne

La Société historique acadienne (SHA) fut fondée en 1960 dans le but de regrouper toutes les personnes qui s'intéressent à l'histoire acadienne. Son objectif principal est de se consacrer à la découverte, la collection et la publication de tout ce qui peut contribuer à mieux faire connaître et aimer l'histoire acadienne.

On peut devenir membre de la SHA en payant la cotisation de :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type de Membre</th>
<th>Cotisation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Membre à vie</td>
<td>500 $</td>
</tr>
<tr>
<td>Membre bienfaiteur</td>
<td>50 $ ou plus</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Membre régulier                     | • 35 $ au Canada  
• 45 $ à l'étranger               |
| Membre étudiant                     | 15 $        |
| Bibliothèques et institutions       | • 55 $ au Canada  
• 65 $ à l'étranger               |

Tout membre en règle reçoit automatiquement pour l'année en cours, Les Cahiers publiés par la Société. Un montant de 25 $ de la cotisation sert à défrayer les coûts de publication et d'expédition des Cahiers.

Pour tous renseignements, veuillez communiquer à l'adresse suivante :

**LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ACADIENNE**
Case Postale 632
Moncton (N.-B.) E1C 8M7

---

**Officiers de la SHA (2011-2012)**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Position</th>
<th>Nom</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Président</td>
<td>Raymond McLaughlin</td>
</tr>
<tr>
<td>Président sortant</td>
<td>Jean Daigle</td>
</tr>
<tr>
<td>Vice-président</td>
<td>Jean Ladouceur</td>
</tr>
<tr>
<td>Secrétaire</td>
<td>Donald-Léo LeBlanc</td>
</tr>
<tr>
<td>Secrétaire adjoint</td>
<td>Lewis LeBlanc</td>
</tr>
<tr>
<td>Trésorière</td>
<td>Marie-Ève Godbout</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Conseillers                     | • Mme Michel Cyr            
• Carl Elisan                    
• François LeBlanc               |
| Représentant du Département d'histoire | Gregory Kennedy            |
| Fonds permanent                 | • Edgar Léger                
• Marie-Ève Godbout              |
| Comité de rédaction             | • Jean Daigle                
• Ronnie-Gilles LeBlanc          
• Lewis LeBlanc                  |
| Vérificatrice                   | Louise Belliveau, C.A.       |
| Expédition des Cahiers          | Oscar Duguay                 |
Le dernier Cahier de l’année 2011 contient un article magistral d’Alain Gelly, de Parcs Canada. Le texte intitulé *Le choc des empires dans l’isthme de Chignectou : tel que vu par la communauté historienne* a été soumis à la Commission des lieux et monuments historiques du Canada.

L’article passe en revue les différents travaux de recherche consacrés à la région de l’isthme de Chignectou, territoire contesté par les deux puissances coloniales européennes de l’époque : la France et l’Angleterre.

L’auteur fait l’histoire de l’histoire du choc des empires français et britannique durant la première moitié du 18e siècle. En relevant les différentes interprétations développées par les chercheurs de la deuxième moitié du 20e siècle, Gelly fait ressortir les intérêts des populations acadiennes et Mi’kma’kik de l’époque. La question de la neutralité acadienne et de l’engagement des Amérindiens face aux attentes des deux puissances colonisa-trices a suscité un grand débat auprès de la communauté historienne, débat qui perdure encore aujourd’hui. Durant la deuxième moitié du 20e siècle, on assiste à la professionnalisation du métier d’historien. Les chercheurs cherchent maintenant à expliquer les enjeux socio-politiques auxquels les habitants de l’isthme de Chignectou étaient confrontés de 1713 à 1763.

Le deuxième texte est une réponse d’Earle Lockerby à l’article publié en juin dernier dans nos Cahiers par Francis C. Blanchard sur l’origine de la cloche de l’église de Rollo Bay à l’Île-du-Prince-Édouard. Comme on peut le constater, cette question suscite tout un débat.
Le choc des empires dans l'isthme de Chignectou : tel que vu par la communauté historienne

Alain Gelly, Parcs Canada

Au XVIIIe siècle, le Mi'kma'kik, l'Acadie et la Nouvelle-Écosse occupent une position géostratégique très importante sur l'échiquier nord-américain tant pour la France et l'Angleterre que pour leurs ensembles coloniaux respectifs, soit la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre. Ce vaste territoire aux frontières politiques floues constitue le milieu de vie d'une population multiculturelle. Ainsi, Mi'kmaqs, Acadiens résidant en Acadie coloniale britannique (l'actuelle Nouvelle-Écosse péninsulaire ainsi que la zone contestée de l'isthme de Chignectou), habitants des colonies françaises des îles Saint-Jean et Royale (du Prince-Édouard et du Cap-Breton, dont Louisbourg est le fleuron), Néo-Écossais, métropolitains français et britanniques, Canadiens et Bostoniens ont façonné l'histoire de cette partie du continent. Avec une telle dynamique, il n'est pas étonnant que l'historiographie de la période coloniale de cette portion du continent soit si riche et si diversifiée. Les historiographies acadienne, amérindienne et anglophone des provinces Maritimes actuelles ainsi que celles de la Nouvelle-France et de la Nouvelle-Angleterre ont toutes traité, à des degrés divers, de l'histoire de ces peuples, à partir de leur établissement dans la région, de leurs relations tendues ou non avec les métropoles jusqu'à l'étude de leur interaction réciproque. Quant aux perspectives abordées par ces historiographies, on y observe au cours de la seconde moitié du XXe siècle, à l'instar de l'historiographie internationale, le même déclin de l'aspect politico-militaire au profit d'une généralisation des perspectives sociales.

Or, malgré la vivacité de l'historiographie de cette portion du monde, l'histoire de ces peuples au XVIIIe siècle est rarement mise au centre des écrits de la communauté historienne. L'amplitude des problématiques et la multitude de publications concernant ces peuples expliquent pour une bonne part un tel constat. Certes, il y a là un magnifique défi épistémologique à relever, mais cet article n'a aucunement la prétention de poursuivre
les réflexions historiographiques d’un Jacques Paul Couturier par exemple. Par contre, à une échelle moindre, il entend s’attarder à l’histoire de l’histoire du choc des empires français et britannique dans l’isthme de Chignectou, un des endroits phares par bien des aspects de ce coin du monde. Pour ce faire, on mettra en évidence, question par question, dans une approche croisée, les grands paradigmes, surtout ceux de la seconde moitié du XXe siècle, qui ont structuré les écrits de la communauté historienne provenant de divers horizons culturels sur cette région. Les portraits démographique, économique et spatial, la position géostratégique de l’isthme de Chignectou, le serment d’allégeance, la neutralité acadienne, les relations de la nation Mi’kmaw avec les peuples européens, les rivalités politico-militaires, souvent par coloniaux interposés, survenues entre les deux empires coloniaux en Acadie, la militarisation de la région de Chignectou, l’action des missionnaires et des militaires français et canadiens, les conséquences de la chute des forts français de Beauséjour et de Gaspareaux sur la destinée des deux empires coloniaux d’Amérique du Nord et sur le sort des populations acadiennes, voilà le genre de questions qui seront traitées dans cet article. Par cette coupe dans l’historiographie de la région, on verra comment « l’histoire procède moins par rupture et rectification (la vérité succédant au mensonge ou à l’erreur — même si cela se produit parfois) que par un déplacement des points de vue. [Déplacement dont Patrick Garcia souligne fort à propos] qu’il correspond au renouvellement des questions adressées au passé qui font inévitablement écho à celles qui traversent le temps de l’historien »2. Enfin, plus qu’une mise à distance de l’histoire, cet article vise à cerner l’histoire telle qu’elle se développe dans ce coin du monde entre 1713 et 1763 et à traiter de l’impact des changements survenus sur les sociétés qui y vivent, tel que vu par la communauté historienne.

**Les Acadiens de l’isthme de Chignectou**

*Délimitation spatiale de l’isthme de Chignectou*

Langue de terre resserrée, l’isthme de Chignectou réunit la Nouvelle-Écosse péninsulaire au Nouveau-Brunswick. Dans sa partie la plus étroite, l’isthme s’étend sur 27 kilomètres. Entre 1744 et 1755, la rivière Mésaguèche (Missaguash) deviendra, dans cette partie du continent nord-américain, la seule frontière fortifiée entre les empires français et britannique.

---

Cette militarisation, l’isthme la doit à sa position géostratégique cruciale. En effet, sur un continent où les communications sont à l’époque dictées par les voies d’eau, l’isthme constitue une « voie de grande communication; resserrée entre la baie Verte et la baie de Beaubassin, prolongement de la baie de Chignectou, qui s’ouvre elle-même sur la baie de Fundy [auparavant baie Française], cette langue de terre est sillonnée de rivières qui permettent de la traverser moyennant un portage de moins de deux lieues; c’est la route que l’on emprunte pour aboutir à la rivière [lire fleuve] Saint-Jean […] et de l’autre côté, à l’île Saint-Jean ainsi qu’à l’île Royale. Il y a plus. Cet important réseau s’articule lui-même au Canada ».

Bref, si pour la Grande-Bretagne le contrôle de l’isthme de Chignectou permet de verrouiller l’accès continental entre le Canada et l’île Royale, il n’en reste pas moins que pour la France, la reconquête de l’isthme, selon Guy Frégault, revient à prendre à la gorge la Nouvelle-Écosse péninsulaire.

Si la dimension temporelle du choc des empires fait largement consensus au sein de la communauté historienne, il en va autrement de la dimension spatiale, car les délimitations exactes de l’isthme varient selon l’auteur consulté. Ainsi, certains auteurs concentreront leur attention sur le village de Beaubassin et ses environs alors que d’autres étendront leurs champs d’intérêt à l’ensemble de la seigneurie de Beaubassin, y compris la région limitrophe des trois rivières du Chignectou. Bref, les uns privilégieront une délimitation fondée sur la géographie physique tandis que les autres lui substitueront une logique fondée sur la géographie historique de cette région. Pour notre part, nous avons choisi de privilégier la seconde option. Cet article sur l’historiographie de l’isthme de Chignectou traitera

non seulement de la région de la baie de Chignectou et ses tributaires, de la baie Verte\(^6\), mais également des territoires des rivières Chipoudie (Shepoudy), Petoudiac (Petitcodiac) et Memramkouke (Memramcook).

La démographie

D’abord concentré dans l’ouest de la baie Française, le mouvement de colonisation gagnera la région de Beaubassin durant les années 1670 puis celle du bassin des Mines (Minas) la décennie suivante. Au tournant du XVIII\(\text{e}\) siècle, des Acadiens migreront vers d’autres régions : les uns vers la rivière Pigteut (Piziguid) et la baie de Cobeguit (Truro); les autres vers les rivières de Chipoudie, Petoudiac et Memramkouke. Dans l’historiographie acadienne, ce constat de mobilité géographique s’inscrit en faux avec l’image maintes fois véhiculée par l’Abbé Guillaume Thomas Raynal\(^7\), d’une Acadie immobile vivant dans une société sans conflit. En ce sens, des travaux comme ceux de Samantha Rompillon sur le village de Beaubassin ou ceux de Damien Rouet sur le bassin des Mines\(^8\) s’inscrivent dans la même lignée que les recherches effectuées par les historiens de la Nouvelle-France sur l’essaimage dynamique des colons vivant dans les anciens habitats vers de nouveaux lieux de colonisation\(^9\). Selon cette nouvelle historiographie, il n’était pas rare à l’époque de voir des familles pionnières abandonner leur établissement initial pour s’établir sur de nouvelles terres. L’intrication entre le lieu d’origine et le lieu d’adoption demeure souvent très forte. Par exemple, au plan démographique, Rompillon constate l’arrivée régulière d’époux ou d’épouses de Port-Royal (plus tard Annapolis Royal) à Beaubassin.

\(\text{6. L’usage veut que la minuscule prévale pour le plan d’eau et la majuscule pour la localité}.
\)

\)

\)

\)
De son côté, Paul Surette souligne l'importance des lois et des mécanismes familiaux dans le mouvement de colonisation vers l'est de la baie Française. Ainsi, en vertu des coutumes en vogue, le père légue traditionnellement ses possessions au benjamin. « Quant aux aînés, favorisés par la mère, ils doivent se trouver des terres ailleurs. Voilà pourquoi l'on retrouve bien plus d'aînés que de cadets parmi les fondateurs et les colonst. Même si la population acadienne doit pour une large part son accroissement à une forte fécondité et à un faible taux de mortalité, l’Acadie ne vit pas pour autant repliée sur soi. Outre un certain nombre de mariages mixtes, notamment avec des Mi’kmaqs, l’Acadie est « régulièrement irriguée par une immigration en provenance principalement de France et du Canada ». Sur ce point, pour la seule période 1670-1714, le démographe Raymond Roy situe le nombre d'immigrants en Acadie entre 300 et 600 et leur apport est loin d'être insuffisant. Bref, l'hiistoriographie récente tend à briser l'image du colon-défricheur autosuffisant, fixé à demeure et entouré par sa famille, afin de lui substituer celle d'un « système ouvert », où l'immobilité n'est aucunement de mise. Plus encore, selon Jacques Vanderlinden, l'Acadie donne parfois « l'impression d'être plus ouverte sur le monde extérieur que certains villages de France du temps ».

Dès 1713, le gouverneur français de l’île Royale, par l’entremise de missionnaires, encourage fortement les Acadiens des Mines et de Beaubassin à émigrer en masse vers sa colonie. Sur place, les émissaires français du gouverneur Costabelle feront face non seulement à l’esprit d’indépendance des habitants de Beaubassin, mais également à la désapprobation de leur missionnaire, Félix Pain16. Même si un certain nombre d’Acadiens tentent leur chance dans la nouvelle colonie, la plupart se refusent à émigrer vers la terre notoirement inhospitalière de l’île Royale. Cependant, l’île Saint-Jean remporte un peu plus de succès à cet égard puisqu’environ 400 Acadiens viendront s’y établir avant 174917. En somme, la population francophone de l’Acadie britannique se pelotonna alors sur les territoires anciennement occupés18 et émigra peu vers l’extérieur. En contrepartie, l’immigration y fut quasi nulle. Pourtant, la population acadienne continuera à croître, passant, selon les estimations de Raymond Roy fondées sur les recensements et dénombrements disponibles, de 2 908 habitants en 1714 à 10 500 en 174919.

Apparaissant la plupart du temps comme des estimations20, les recensements de la période 1714 à 1751 ne permettent toutefois pas de cerner avec toute l’exactitude nécessaire l’évolution démographique de la population de l’isthme de Chignectou. Quoi qu’il en soit, d’après Raymond Roy, la population de la seule localité de Beaubassin s’établissait en 1714 à 352 personnes21 et à 345 pour Andrew Hill Clark22. En 1732, les missionnaires

17. Raymond Roy, La croissance démographique..., op. cit.
18. Pour paraphraser les propos de François-Edme Rameau de Saint-Père, Une colonie féodale en Amérique, l’Acadie (1604-1881), Paris, Plon/Montréal, Granger frères, 1889, tome II, p. 13 cités dans Raymond Roy, La croissance démographique..., op. cit., p. 44.
21. Ibid., p. 20. Plus encore, selon l’historien consulté, les statistiques démographiques citées n’auront pas toujours la même signification. Ainsi, selon le dénombrement de Pain, c’est 352 familles et non 352 personnes qui habitaient cette année-là une large région comprenant Beaubassin (Cumberland Bassin) et les régions du nord et de l’ouest. La différence est de taille puisque 352 familles, en se basant sur une famille aca-
français estimaient la population de Beaubassin à 840 habitants et celle de Chipoudie à 390 habitants. S’il faut en croire le recensement de 1737, sur lequel le démographe Roy émet de sérieux doutes, la population de l’isthme de Chignectou atteindrait, en 1737, 1 816 personnes, ce qui est pour le moins une croissance exponentielle par rapport à 1714. En 1748, l’arpenteur Charles Morris, en mission d’arpentage dans la région, évaluait \textit{grosso modo} à 200 le nombre de ménages résidant à Beaubassin (Cumberland Bassin), 4 à baie Verte et 140 à Chipoudie, pour un total de 344 familles (soit 2 064 personnes). Compte tenu de la méthode de cueillette de données, Raymond Roy estime que cette évaluation, reprise par à peu près tous les historiens, est sans intérêt. De leur côté, le géographe et historien Andrew Hill Clark et l’historienne Édith Tapie y vont de leurs propres statistiques. Ainsi, selon Tapie, la région de Beaubassin comptait, dans les années 1748-1750, 2 800 habitants tandis que Clark estime la population de Chignectou, en ce milieu de ce siècle, à 1 600 habitants et celle des trois rivières du Chignectou à 1 200 personnes. Selon ces statistiques lacunaires, la population de l’isthme de Chignectou et des trois rivières « s’est multipliée au rythme d’un doublement tous les dix ans » de 1714 à 1750, passant de quelque 300 habitants en 1714 à 2 800 individus en 1750.

Avec la militarisation de l’isthme de Chignectou, à partir de 1750, les Acadiens demeurant à l’est de la rivière Mésagouèche se réfugient pour la plupart en territoire français, c’est-à-dire sur les terres fermes de la nouvelle Acadie française, qui correspond aujourd’hui à la partie sud-est du Nouveau-Brunswick, ou sur l’île Saint-Jean et accessoirement à l’île Royale. En ce qui concerne la population vivant sur la rive ouest de la rivière Mésagouèche et de la région des trois rivières, celle-ci s’élève en 1752 à 2 876 personnes, dont 1 113 réfugiés. \textit{Grosso modo}, ces deux régions comptent alors le tiers
des réfugiés et de la population totale demeurant en territoire français. Deux ans plus tard, selon J. C. Webster, la zone ouest de l'isthme de Chignectou compte 2 898 personnes, dont 976 réfugiés, réparties en part quasi égale entre la région de Beauséjour (1 541) et celle des trois rivières (1 357). En 1975, Raymond Roy, dans son mémoire de maîtrise, évaluait que 13 000 Acadiens vivaient en 1755 dans les provinces Maritimes actuelles, dont 10 355 en Acadie (péninsule néo-écossaise et Acadie de terre ferme). Plus récemment, soit en 2005, Stephen A. White estimait plutôt ce nombre à environ 14 100 Acadiens, soit un total avoisinant celui établi en 1758 par l'Abbé de l'Isle Diable dans son dénombrement des Acadiens des provinces Maritimes actuelles.

Avec le déclenchement de la déportation en août 1755, plus de la moitié de la population acadienne voguera, selon Jean Daigle, en direction des colonies britanniques situées au sud de l'Acadie. Parmi ceux-ci, on compte un contingent de 1 100 habitants de la région de Beaubassin, d'après Antoine Bernard, de Beauséjour d'après Régis Brun, et de Chignectou selon Paul


33. Raymond Roy, La croissance démographique..., op. cit., p. 81.

34. Stephen A. White, « The True Number of the Acadians », dans Du Grand Dérangement à la Déportation : nouvelles perspectives historiques (sous la direction de Ronnie-Gilles LeBlanc), Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 2005, p. 56, coll. « Mouvage ».

Surette. Dans une étude récente, Paul Delaney fournit de plus amples détails sur la chronologie et le déroulement sur la déportation des Acadiens de la région de Chignectou, y compris les trois rivières. Au plan statistique, il mentionne qu'au moins 586 personnes quitteront l'Acadie en direction de la colonie britannique de la Caroline du Sud en octobre 1755 et 383 autres pour la Georgie.


Le choc des empires dans l’isthme de Chignectou

suivre, « à cause du destin très mystérieux des populations des îles »

Pour

Jean-François Mouhot affirme que « les populations peuplant l’Acadie française (îles Saint-Jean et Royale, et l’actuel Nouveau-Brunswick) furent logiquement transportées directement en France puisqu’elles “appa
tenaient” cette fois sans contestation possible au Roi de France »

Il n’en
demeure pas moins « difficile d’apprécier le nombre exact d'Acadiens
 présents en France entre 1758 et 1785 : ce nombre a fluctué au fur et à
mêrue des arrivées et des départs successifs, et les Acadiens n’ont cessé de
se déplacer, à l’intérieur et en dehors du territoire métropolitain »

Quoi qu’il en soit, plusieurs Acadiens s’enfuient vers la région de
Miramichi où, selon Esther Clark Wright, ils auraient été près de 3 500 sur
les lieux. D’après Nicolas Landry et Nicole Lang, plus de « 600 d’entre eux
meurent de faim et de froid dans ce camp de désespoir ». Outre ce grand
rassemblement, une centaine d’Acadiens demeureraient encore en 1758 au
Cap Sable (Cape Sable) et le long du fleuve Saint-Jean. Mais ce sera pour
peu de temps puisque « ces deux [dernières] régions [seront, pour reprendre
l’expression de Michel Roy,] nettoyées en 1758 et au printemps de 1759 ».
En novembre 1759, 190 Acadiens de Petcoudiac et de Memramkouke se
présentent au fort Cumberland. « En mars 1760, Lawrence estime que douze
cents proscrits de la région de Chignectou se sont livrés au commandant de
Cumberland ». En 1761, Jonathan Belcher, administrateur de la Nouvelle-
Écosse, estime à 240 le nombre d’Acadiens demeurant à Chignectou. Selon
Naomi Elizabeth Saundaus Griffiths, « une dernière tentative de déportation
fut amorcée en 1763 »

D’après les recherches de l’historien Émile Lauvière, les autorités néo-
écossaises avaient projeté, en 1755, amener manu militari 6 950 Acadiens
vers les diverses colonies américaines. De ce nombre, plusieurs n’arriveront

41. Raymond Roy, La croissance démographique..., op. cit., p. 81 et 85.
43. Ibid., p. 15.
44. Esther Clark Wright, The Miramichi, Sackville, Nouveau-Brunswick, 1945, p. 14, cité
dans Muriel Kent Roy, « Peuplement et croissance démographique... », op. cit., p. 165.
46. Michel Roy, L’Acadie, des origines à nos jours. Essai de synthèse historique, Montréal,
49. N.E.S. Griffiths, L’Acadie de 1686 à 1784..., op. cit., p. 85.
50. Émile Lauvière, La tragédie d’un peuple : histoire du peuple acadien de ses origines
et croissance démographique... », op. cit., p. 163. De son côté, l'historien Plank
pas à bon port, tant les conditions à bord des vaisseaux sont épouvantables. Sur place, les exilés se verront souvent dispersés dans plusieurs communautés. Toutefois, les colonies furent loin de leur faire toujours bon accueil à ces nouveaux arrivants. Ainsi, dans la toute récente et peu peuplée colonie de Georgie, l’arrivée de 383 Acadiens n’est pas sans perturber le délicat équilibre de cette colonie. D’une part, leur subsistance n’est pas sans grever l’économie de cette colonie. D’autre part, à une époque, où la guerre bat son plein entre l’Angleterre et la France, la présence de 200 hommes en mesure de prendre les armes n’est pas pour rassurer les Georgiens. En mars 1756, près de deux cents Acadiens quitteront cette colonie à bord d’une flottille en espérant retourner vers l’Acadie. Ailleurs, les administrateurs de la Virginie refuseront l’entrée des 1 100 déportés qui leur étaient dévolus et ceux-ci seront expulsés vers l’Angleterre. Mais ce branle-bas ne fut qu’un début, dont Paul Delaney retrace les grandes lignes pour les Acadiens déportés vers les colonies des Carolines. En effet, apatride, bon nombre de déportés acadiens, à la recherche d’une nouvelle patrie où ils pourraient refaire leur vie, commencent alors un long périple qui les mènera aux Antilles ou encore en Louisiane, tandis que d’autres seront envoyés en France et en Angleterre. D’après le démographe Jacques Houdaille, qui reprend pour l’essentiel les données de Raymond Roy, au lendemain du traité de Paris (1763), on dénombre 3 800 Acadiens dans les colonies américaines, 1000 en France et autant en Angleterre tandis que 3 000 ont trouvé refuge au Canada, pour un total de 8 800. De son côté, Robert George LeBlanc arrive à une tout autre évaluation. D’après lui, les colonies américaines recueillent 3 616...
personnes, la Louisiane, 300, le Québec, 2 000, la France, 3 500 et l'Angleterre, 866, pour un total 10 282.

Mais, quelle que soit l'ampleur de l'opération menée par les Britanniques entre 1755 et 1763, certains Acadiens passent tout de même entre les mailles du filet tandis que d'autres sont emprisonnés et travaillent à divers travaux, comme la construction de digues dans la baie de Beaubassin (Cumberland) et l'entretien du fort Cumberland. Au lendemain du traité de Paris (1763), le démographe Roy estime la population acadienne en terre ferme (c'est-à-dire : Nouveau-Brunswick) à environ 2 500 personnes et celle de la péninsule néo-écossaise à près de 1 800 habitants tandis que le démographe Houdaille évalue que la population française en Acadie ne dépasse probablement pas les 5 000 individus. Là encore, Robert George


56. Selon J.-F. Mouhot, il s'avère difficile d'établir le nombre d'Acadiens rapatriés en France sans devoir se livrer à décompte minutieux des états civils des ports de la façade atlantique. Voilà pourquoi, on doit se rabattre sur les divers dénombrements effectués par l'administration de la Marine. Or, leur recours n'est pas sans biais. Ainsi, dans nombre d'eux, on dénote le problème de définition de qui est Acadien. En d'autres mots, on y amalgame parfois les Acadiens avec les habitants du Canada et moins fréquemment le contraire. De même, comme ces exercices de dénombrement n'ont souvent pour but que de « comptabiliser ceux qui reçoivent ou demandent à recevoir la subsistance », les oubliés sont possibles. J.-F. Mouhot, Les Réfugiés acadiens en France..., op. cit., p. 15-16. Ceci étant dit, d'après Mouhot, « le nombre d'Acadiens en provenance de la Nouvelle-Écosse même, de "l'Acadie historique" donc, est relativement faible. Même s'il est difficile d'établir des proportions, ceux provenant du bassin des Mines (Grand Pré), via la Virginie et l'Angleterre, et du Cap Sable (Pobomcup), ne représentent sans doute guère plus de 800 à 1 000 personnes sur le total évoqué ci-dessus d'environ 2 500 à 3 000 "Acadiens" (soit entre 30 et 40 %), dont la majorité provient donc des îles Saint-Jean et Royale, ou du reste de l'Acadie française ». Ibid., p. 16.


60. Raymond Roy, La croissance démographique..., op. cit., p. 88-89.


Quoique les chiffres diffèrent, un fait demeure, malgré les vicissitudes et les malheurs du peuple acadien, sa présence acadienne perdure dans les provinces Maritimes actuelles. Gardés prisonniers, les Acadiens sont regroupés dans les forts ou près des forts anglais de l’île Saint-Jean (fort Frederick), de Beauséjour (fort Cumberland), de Pigiguit (fort Edward), de Port-Royal et de Halifax. Ils sont employés à des travaux publics et à la réparation des aboiteaux. Selon l’historien Régis Brun, un « groupe de 388 Acadiens, soit 73 familles, vivent [en 1974] autour du fort Cumberland, dans des abris de fortune ». Cette même année, les Acadiens se voient accorder le droit de retourner en Nouvelle-Écosse à certaines conditions, dont celles de prêter serment d’allégeance à la couronne britannique. Qui plus est, ils se sont vus « refuser le droit d’occuper leurs anciennes terres qui étaient réservées aux immigrants anglais de la Nouvelle-Angleterre ». D’après Ronnie-Gilles LeBlanc, la majeure partie des Acadiens refusent ses...


63. Sur la question de la Voir aussi.


conditions, préférant alors quitter la Nouvelle-Écosse. À partir de 1767, et surtout de 1768, de guerre lasse, les Acadiens, « résolus de demeurer dans leur pays natal, commencent à apposer leur signature ou leur marque à ce document qui a été à la source même de tous leurs ennuis

Pendant ce temps, la colonisation britannique tarde à se réaliser dans la région de l’isthme de Chignectou. Selon Marc Lavoie, les distances longues à parcourir entre Beaubassin et Annapolis Royal, la destruction des digues érigées par les Acadiens dans la région de Beaubassin et les coups et contrecoups échangés entre les Acadiens et les Britanniques dans cette région expliquent en bonne partie pourquoi les Planters\(^68\) préfèrent s’installer à Annapolis Royal et à Minas Basin (auparavant la région des Mines) plutôt qu’à l’extrémité est de la baie française/Fundy. D’après Esther Clark Wright, de 1755 à 1759, les raids français et amérindiens limiteront la colonisation britannique aux alentours immédiats du fort Cumberland\(^69\). Tout ceci explique en bonne partie pourquoi, contrairement à Annapolis Royal et à Minas Basin où les proclamations du gouverneur Lawrence de 1758 et 1759 avaient attiré en 1760 des centaines de Planters, il n’y aura que 91 personnes à vouloir, en 1759, l’octroi d’une concession dans le canton de Cumberland\(^70\). En 1763, les autorités coloniales ouvrent deux autres cantons à la colonisation britannique, soit Sackville, à l’ouest d’Aulac, et Amherst, à l’est de la Planche\(^71\). Toutefois, si on en juge par le recensement de 1770, leur colonisation sera lente. En effet, il n’y alors que neuf familles dans le canton de Sackville et quatre dans celui d’Amherst. « Quoiqu’il en fut, des colons fonderont de nouveaux établissements vers 1764, entre la baie Verte et le fort

67. Ronnie-Gilles LeBlanc, « La quête pour le droit... », op. cit., p. 43.
70. Ibid.
71. Ibid., p. 38.
Cumberland. Pour le seul canton de Cumberland, on dénombre alors une centaine de familles de Planters provenant notamment du Connecticut et du Massachusetts ainsi que des îles Britanniques. Quant aux Acadiens revenus d’exil, seule la « région de Beaubassin du côté de Memramcook [sic] et au-delà sur la rive gauche de la Petitcodiac, [(sic) leur sera désormais] accessible ».

**L’économie de l’isthme et des rivières de Chignectou**

Au plan économique, le village de Beaubassin présente des caractéristiques qui remettent en question l’image traditionnelle de la société acadienne véhiculée par certains historiens, c’est-à-dire une société formée de gens se livrant uniquement aux travaux des champs et à la pêche. Ainsi, selon les écrits de Samantha Rompillon, les habitants de ce village tirent surtout leur subsistance de l’élevage (bovins, ovins et porcs). Disposant de surplus, ce village approvisionne en animaux les autres foyers de peuplement de l’Acadie, voire de l’île Royale. En contrepartie, comme la production céréalière du village s’avère insuffisante pour nourrir ses habitants, ceux-ci doivent faire venir du blé d’autres régions acadiennes, telle celle des Mines. En 1714, selon Thomas Caulfeild, lieutenant-gouverneur à Annapolis Royal, les habitants de la région de Beaubassin disposent de troupeaux de bovins, de moutons et de porcs estimés à un millier de bêtes pour chaque espèce et récoltent 6 000 boisseaux de blé. En 1748, le cheptel de Chignectou atteint les 19 000 têtes tandis que les 3 000 acres de marais endiguées fournissent...

---

73. Selon Esther Clark Wright, « Cumberland Township included the Fort Cumberland and the Fort Lawrence, with Misseguash River between, and extended to the River Aulac, west of Fort Cumberland, to the river La Planche eastward, and north-east to Baie Verte ». Wright, « Cumberland Township... », op. cit., p. 38.
76. Samantha Rompillon, *La migration à Beaubassin...*, op. cit., p. 95 et ss.
80. Ibid., p. 236.
une bonne variété de céréales. Ces dernières statistiques illustrent tout le chemin parcouru par cette région, non seulement sur le plan de l'élevage, mais également dans le domaine agricole.

Les habitants de la seigneurie de Beaubassin semblent également avoir été impliqués dans la construction navale, une activité demeurée méconnue par l'historiographie jusqu'aux récents écrits de Régis Brun. Dans un ouvrage publié en 2003, cet historien cite notamment un document de 1742 où l'on indique que Jacques Vigneau dit Maurice « a fait bâtir l'hiver dernier un bateau à la baie Verte ». En un sens, cette information n'étonne guère. En effet, le village de Beaubassin se place au centre d'un vaste réseau d'échanges entre l'île Royale, le Canada, la Nouvelle-Écosse et la Nouvelle-Angleterre. Or, point d'arrivée du portage entre Beaubassin et le golfe du Saint-Laurent, la baie Verte en constitue le prolongement commercial puisque de ses rives, les marchandises sont transbordées pour les territoires français du golfe Saint-Laurent, voire le Canada, et vice versa. Plus encore, le village de Beaubassin est à l'époque un important poste de traite pour les Amérindiens de Penobscot et du fleuve Saint-Jean. Quant aux trois rivières du Chignectou, Paul Surette, dans son atlas, met l'accent sur la mise en valeur des immenses marais sillonnés de rivières vaseuses de cette région. La population des trois rivières cultivait les terres d'alluvion situées près de la mer et elle disposait, selon Andrew Hill Clark, d'une centaine de têtes de bétail. Bref, de 1714 à 1744, les habitants de cette région tirent suffisamment profit de leur usufruit pour vouloir exploiter de nouvelles terres.

Avec une présence militaire accrue des Français et des Britanniques, c'est la vie de tous les Acadiens de l'isthme qui s'en trouve perturbée. Nombre d'Acadiens sont désormais des réfugiés tandis que le commerce avec l'Acadie péninsulaire et la Nouvelle-Angleterre devient de moins en moins

83. Jean Daigle, Nos amis les ennemis : relations commerciales de l'Acadie avec le Massachusetts, 1670-1711, thèse de doctorat, Orono, University of Maine, 1975; Marc Lavoie, Les Acadiens et les Planters..., op. cit. et Samantha Rompillon, La migration à Beaubassin..., op. cit., p. 104-105.
84. Samantha Rompillon, « La mobilité à Beaubassin... », op. cit., p. 105.
86. Il s'agit autant de gros bétail (bovins et chevaux) que de petit bétail (ovins). Andrew Hill Clark, Acadia: The Geography..., op. cit., p. 147.

Toutefois, au plan frumentaire, l’avènement d’une frontière, de surcroît militarisée, n’est pas sans conséquence pour les habitants de l’isthme. En effet, région d’élevage, la région immédiate de Beaubassin compte sur la région céréalière des Mines pour combler son déficit en blé. Or, d’après l’historienne Margaret Coleman, en 1750, la plupart des habitants de l’est de la rivière Mésagouèche ont quitté leurs terres, sans pour autant les laisser totalement à l’abandon, puisque nombre d’entre eux font toujours paître leur bétail du côté britannique de la rivière 89. Quant à savoir, si ces terres sont laissées en jachère ou non, la question demeure entière. Mais peu importe la réponse, la région de Beaubassin demeure toujours une région en déficit céréalier. Par chance, les Acadiens péninsulaires acheminent toujours leur blé vers l’isthme. Cependant, cette situation ne saurait perdurer puisque l’administration coloniale néo-écossaise n’entend pas faire durer ce négoce encore longtemps. Ainsi, à compter de 1753, les soldats britanniques refusent que l’on transporte en vrac de grandes quantités de grain 90, l’objectif étant de freiner le commerce céréalier entre l’Acadie britannique et la Nouvelle Acadie française. En 1754, le commandant du fort Lawrence reçoit l’ordre d’empêcher quiconque d’approvisionner la garnison française en produits divers, dont la nourriture 91. En septembre 1754, la Nouvelle-Écosse interdit l’exportation de grain à l’extérieur de la colonie. Selon Hand, il devient

89. Margaret Coleman, *Acadian History in the Isthmus...*, op. cit., p. 84.
extrêmement difficile pour la France d’assurer l’approvisionnement de ses garnisons et des habitants de l’isthme.92

Fait à noter, la porosité de la frontière, durant cette période, n’est pas à sens unique puisque les Acadiens de l’isthme commercent également avec les Britanniques. Ainsi, selon Coleman, ceux-ci vendront jusqu’à l’automne 1754, du bétail et curieusement, compte tenu de l’état de disette en cours, les fruits de leur récolte à la garnison britannique du fort Lawrence. En fait, là aussi, il faudra un interdit, cette fois-ci du commandant français, de faire franchir la rivière Mésagouëche au bétail et aux récoltes pour freiner quelque peu le commerce entre Acadiens et Britanniques.93 Enfin, pendant toute cette période, l’économie de garnison94 de la région, principalement avec les troupes de l’empire français, compense quelque peu les pertes encourues au cours des dernières années. Ainsi, selon Régis Brun, les réfugiés trouveront du travail au fort Beauséjour (entretien) tandis que « l’approvisionnement de la garnison [française] se dévore[ra] une des [ principales] activités économiques des Acadiens de la région ».95 Avec la déportation des Acadiens amorcée dans l’isthme, dès août 1755, l’économie de cette région s’est, comme sa population, quoique aucun ouvrage n’en fasse réellement mention, trouvée disloquée par l’ampleur de la tourmente.

**Le traité d’Utrecht : l’Acadie et la question acadienne**

Première possession française à passer aux mains de la couronne britannique, en 1710, par droit de conquête, l’Acadie fera l’objet de négociations tenues à Utrecht entre les plénipotentiaires des deux couronnes. Selon Corinne Laplante, durant celles-ci, les frontières de l’Acadie prendront « différentes formes selon les intérêts qu’on a à défendre »96 pour les deux parties. Mais, pour l’essentiel, sur cette question, les Français tendront à restreindre les limites de l’Acadie tandis que les Britanniques chercheront à y inclure le plus de territoire possible. En avril 1713, la couronne française cède par voie de traité, « en ses anciennes limites, et sans plus de précision »97, l’Acadie à la Grande-Bretagne. Même s’il appartenait « aux com-

94. Si on excepte un chapitre sur l’administration du fort Beauséjour dans l’étude de Barbara M. Schmeisser, on n’a répertorié aucun ouvrage se préoccupant de cette question pour la région de Chignectou avant 1755.
missaires [nommés par les deux puissances pour en régler les détails de résoudre] cet épineux problème »99, la question des limites de l’Acadie ne sera pas résolue par la plume, mais bien, des décennies plus tard, par les armes. En attendant, les Français affirment, et ce, dès 1713, que l’Acadie correspond strictement à la presqu’île néo-écossaise, dont la région de Beaubassin constitue la limite nord. De leur côté, les Britanniques réclament comme territoire tout ce qui se trouve entre la rivière Saint-Georges, la mer et le fleuve Saint-Laurent99.

Si les deux parties semblent avoir intérêt à maintenir un certain flou artistique autour de la question des frontières de l’Acadie, il va tout autrement de la question acadienne. Ainsi, selon l’article XIV du traité d’Utrecht, les sujets acadiens du roi de France disposaient d’un an pour se retirer ailleurs avec tous les effets mobiliers qu’ils pourront transporter. Dans le cas où ils voudraient demeurer sur place, le même article précisait qu’ils jouiraient de l’exercice de la religion catholique pourvu que les lois de la Grande-Bretagne le permettent100. Toutefois, dès juin 1713, la reine Anne écrit une lettre au nouveau gouverneur de la Nouvelle-Écosse et de Plaisance, le général Francis Nicholson, dans laquelle elle adoucit les termes du traité d’Utrecht en gommant les délais pour le départ des Acadiens et en promettant aux colons qui veulent devenir ses sujets la propriété de leurs terres101. En raison d’un imbroglio administratif, l’administration coloniale de la Nouvelle-Écosse tardera à communiquer officiellement la décision royale aux Acadiens. Le 5 novembre 1713, les habitants de Port-Royal seront les premiers Acadiens à prendre connaissance102 du contenu de cette lettre royale, que leurs chefs interpréteront, ultérieurement, comme « une déclaration qui leur assure la liberté de choisir leur sort »103. En avril 1714, malgré la fin du délai prescrit par le traité, la question acadienne demeure en suspens. Puis, tout bascule en août de la même année. D’une part, les autorités britanniques s’alarment face aux tentatives françaises d’attirer les

98. Ibid., p. 20.
99. Ibid., p. 21.
100. Traité de paix entre la France et l’Angleterre conclu à Utrecht le 11 avril 1713, La Rochelle, chez Michel Salvin, 1713, p. 61.
Acadiens sur leur territoire. D’autre part, la reine Anne meurt en août 1714, et le roi George 1er lui succède. Au début de 1715, le lieutenant-gouverneur Thomas Caulfeild exige des communautés acadiennes qu’elles signent purement et simplement un serment de fidélité à la couronne britannique ou qu’elles quittent leurs terres. Si la plupart des communautés acadiennes choisissent de tergiverser face à cet ultimatum, celle de la région de Beaubassin refuse séance tenante de prêter un tel serment. L’année 1715 marque donc « le début des tensions entre les coloniaux anglais et français en ce qui concerne la question [de la] fidélité » des Acadiens envers la couronne britannique.

**Le serment d’allégeance en Acadie britannique**

Les couronnes britannique et française considèrent les colons européens de l’Amérique septentrionale du XVIIIe siècle comme étant leurs sujets. Or, l’adhésion de la population coloniale nord-américaine aux valeurs hiérarchiques des monarchies européennes se révèle pour le moins aléatoire. Doutant que leurs sujets, et ce, tant en Europe qu’en Amérique du Nord, soient profondément attachés à leur cause, les deux monarchies et leurs administrateurs feront autant appel à des mesures symboliques (célébrations des victoires) que coercitives (menaces d’expulsion) pour s’assurer de leur loyauté. Valables dans leurs anciennes colonies, ces mesures le seront autant, sinon plus, pour les colonies acquises à la faveur d’une guerre ou d’un traité.

---

108. On mesure le poids de ce refus lorsqu’on sait qu’en 1696, l’expédition militaire de Benjamin Church, après avoir incendié le village de Beaubassin, avait procédé « to what was now a familiar scene on Acadian soil: he exacted a new oath of allegiance from the villagers ». Maurice Basque, « Family and Political Culture in Pre-Conquest », dans *The ‘Conquest’ of Acadia, 1710: Imperial, Colonial, and Aboriginal Constructions* (sous la direction de John Graham Reid et al.), Toronto, University of Toronto Press, 2004, p. 59.
110. N.E.S. Griffiths, « Subjects and Citizens... », op. cit., p. 23.
Forts des notions de droit en vigueur à l’époque, les monarques des deux puissances impériales n’hésiteront pas à exiger de leurs nouveaux sujets qu’ils leur prêtent rapidement allégeance, tellement ce serment est jugé crucial dans les sociétés traditionnelles. À ce chapitre, l’Acadie ne fera pas exception à la règle. Par contre, ce qui est plutôt exceptionnel, c’est que les Acadiens, « sur une période de 17 ans, purent négocier un serment exprimant leurs propres souhaits politiques » face à la couronne britannique. Devenus les French Neutrals autour de 1730, dans une période de paix relative entre les deux empires, les Acadiens, qui sont neutres sur papier, le seront-ils lors du choc des empires qui surviendra entre 1744 et 1755? Question centrale, s’il en est une, et qui fera l’objet de maintes polémiques entre historiens.

**La neutralité au centre de l’historiographie acadienne**

Quoique l’étude des fidélités soit, aujourd’hui, devenue un sujet à la mode dans l’historiographie, c’est en raison du passé tragique des Acadiens en 1755 que des générations d’historiens analyseront le contexte


116. Le 3 janvier 1730, les habitants d’Annapolis Royal se soumettent avec réserve à la Couronne. Fort de ce premier succès, le gouverneur de la Nouvelle-Écosse Richard Philips tente à nouveau sa chance auprès des autres communautés de la colonie. Une fois encore, celles-ci lui résilent leurs réserves initiales. Finalement, pour obtenir leur adhésion, il use du subterfuge suivant : dans la déclaration en langue anglaise, il fait prêter serment d’allégeance aux Acadiens tandis que les « conditions qui se rapportent à la neutralité, l’exercice de la religion et la liberté de quitter les terres sont inclus dans la marge de la copie française ». Stéphane R. LeBlanc, *Neutralité des Acadiens...*, op. cit., p. 11. Bon gré mal gré, un *modus vivendi* s’est établi entre les deux parties sur la question de la fidélité.

entourant cet événement dramatique de l’histoire canadienne. Cette analyse, les historiens ne la feront pas toujours avec toute l’objectivité requise tant le sujet touche profondément à la fois la fibre identitaire acadienne et la question des origines de la Nouvelle-Écosse. Or, en raison des liens de causalité souvent établis entre la ligne de conduite des Acadiens et leur déportation en 1755\(^{118}\), les historiens étudieront avec une tout aussi grande attention la position de neutralité des Acadiens, de leur degré de fidélité jusqu’à leur degré de conscience en passant par les motifs ayant guidé leur attitude.

Ainsi, dans l’historiographie de la période classique\(^{119}\), soit celle d’avant les années 1970, les Acadiens seront souvent dépeints soit comme des marionnettes aux mains des Français soit comme des êtres « ignorants, apolitiques et inconscients de leur situation politique »\(^{120}\). Partageant plus ou moins le même point de vue, les historiens de la période classique divergeaient toutefois d’opinion sur la malléabilité des Acadiens aux mains du clergé. Par exemple, Francis Parkman, John Bartlet Brebner\(^{121}\) et James Hannay affirment que la ligne de conduite des Acadiens est dictée par les prêtres, tandis qu’Émile Lauvrière, selon Naomi Elizabeth Saundaus Griffiths, leur trouve des circonstances atténuantes en jugeant que « leur réaction s’avéra la seule possible devant l’intolérable pression exercée par les Britanniques »\(^{122}\).

---


121. « The Acadians were not politically-minded and they were hard to move. Moreover, through the priests and in contact with Louisbourg, they were given a policy quite congenial to them which was vigorously kept alive until it became their political nature ». John Bartlet Brebner, *New England’s Outpost – Acadia before the Conquest of Canada*, New York, Columbia University Press, 1927, p. 75.

À compter des années 1970, plusieurs historiens feront voler en éclat tout ce discours et montreront les Acadiens comme étant des êtres « politisés, organisés et conscients de leur situation politique » 123. Par exemple, Griffiths s’évertuera à démontrer que la « neutralité fut un choix délibéré de la part des Acadiens, déterminée sans l’intervention des Français ni de l’Église » 124. Plus encore, elle écrira en 1998 que les Acadiens avaient la conviction de former un groupe disposant du droit de débattre des conditions politiques régissant leur existence 125. En somme, à la notion de sujets sans droit, Griffiths oppose alors celle de la nation citoyenne qui voit la neutralité non pas comme une position passive, mais bien une stratégie qui leur permettra de vivre à « l’aise sous l’autorité britannique, sans pour autant abandonner l’exercice de [sa] religion ni perdre la confiance des Français » 126. Elle réitéra, non sans lui ajouter la notion de peuple frontière, cette interprétation en 2005 127. Autre exemple, John Graham Reid écrira que les Acadiens ont développé une forte capacité d’adaptation et une bonne dose de pragmatisme pour maintenir leur cohésion sociale. Reid prétend aussi que, suite au traité d’Utrecht, ce pragmatisme évoluera en stratégie explicite de neutralité entre Britanniques et Français 128.

Toutefois, ce nouveau courant historiographique n’a pas pris sur tous. Ainsi, en 1981, Michel Roy écrivait que « la neutralité était un réflexe de survie bien davantage qu’une stratégie politique, une manière de se laver les mains des affaires officielles, de se réserver pour l’avenir. [Il rappelle] comme il est difficile aujourd’hui de concevoir la situation d’un peuple qui soit neutre en même temps que soumis. [Pour lui,] on ne peut la qualifier bêatement de neutre sans vérifier le contexte de soumission. [Plus encore, Roy se demande si] la neutralité politique peut s’élaborer comme véritable stratégie dans le cadre d’un territoire occupé » 129. Plus récemment, Maurice Basque affirme « que la population acadienne, malgré ses protestations de neutralité, reste profondément inclinée du côté français, [et que], les considérations matérielles, la religion, la ferveur patriotique et les intérêts privés et collectifs ont tous joué dans un large éventail d’intensité » 130.

123. Stéphane R. LeBlanc, Neutralité des Acadiens..., op. cit., p. 20.
124. N.E.S. Griffiths, L’Acadie de 1686 à 1784..., op. cit., p. 39.
125. N.E.S. Griffiths, « Subjects and Citizens... », op. cit., p. 29.
127. Voir N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 327 et p. 369-370.
130. Maurice Basque et Josette Brun, « La neutralité à l’épreuve : des Acadiennes à la défense de leurs intérêts en Nouvelle-Écosse du 18e siècle », dans Entre le quotidien et le politique : facettes de l’histoire de femmes francophones en milieu minoritaire (sous
À ces interprétations générales sur la neutralité, les historiens ajouteront une dimension spatiale. Ainsi, George Alexander Rawlyk dressera une cartographie de l’allégeance des communautés acadiennes envers la couronne britannique. Pour lui, la région d’Annapolis Royal est celle où les Acadiens sont les plus probritanniques. En contrepartie, il affirme que la population de la région de Beaubassin-Chignectou, la plus exposée aux pressions de l’île Royale et la plus éloignée d’Annapolis Royal, est perçue par les Néo-Écossais comme étant la plus déloyale à l’autorité britannique. Enfin, pour ce qui est de la neutralité des habitants de la région acadienne des Mines-Cobeguit, située à distance respectable des deux pouvoirs coloniaux, elle représente à ses yeux la quintessence de la neutralité acadienne. De son côté, Geoffrey Plank émet l’axiome suivant : l’adhésion de chaque village acadien au concept de neutralité est inversement proportionnelle à la proximité du pouvoir colonial néo-écossais. Ainsi, « in the most distant Acadian villages, in the disputed border region that is now New Brunswick, many villagers disavowed any obligation to respect the wishes of the British colonial authorities. A geographical pattern emerged in which the Acadians’ political stance seemed to depend in large part on the village in which they resided ».

Enfin, l’historiographie récente tend à inscrire le serment d’allégeance et la neutralité acadienne dans une perspective plus large. Par exemple, en 1994, Laure Bernard en vient à la conclusion que « Quakers and Acadians did not refuse obedience; they indeed rejected the authority of an unnatural power imposed on their personal fate. From the conflict created by neutrality, the notion of a global identity emerged among Quakers and Acadians ». De son côté, Naomi Elizabeth Saundaus Griffiths rappellera, en 1998, que l’Acadie ne fut pas la seule colonie nord-américaine où le serment d’allégeance fut demandé. De même, dans un article paru en 2003, Andrew


133. Laure Bernard, Comparison Between the Acadian’s and the Quaker’s Neutrality in North America between 1713 and 1756, mémoire de maîtrise, Université d’Orléans, Faculté des lettres et Sciences humaines, 1994, p. 92.

John Bayly Johnston signale plusieurs cas où le serment d’allégeance fut requis en Europe moderne ainsi que la propension de toutes les parties en présence (Grande-Bretagne, France et Nouvelle-Angleterre) en Acadie à exiger des Acadiens un serment d’allégeance\textsuperscript{135}.

\textit{La neutralité des Acadiens de l’isthme de Chignectou est soumise à rude épreuve}

Établis à au moins 180 kilomètres de la capitale néo-écossaise, Annapolis Royal, et vivant en quasi-autarcie\textsuperscript{136}, les habitants de la région de Chignectou préservèrent, de 1713 à 1743, une bonne partie de leur autonomie tout en mettant de l’avant leur neutralité. Avec le déclenchement en 1744 de la Guerre de la succession d’Autriche, la situation des habitants de l’isthme se modifia radicalement. De lieu excentrique au pouvoir central, la région occidentale de la baie Française deviendra, durant les quatre années suivantes, un des hauts lieux nord-américains de la guerre « intercoloniale » entre les empires britannique et français. La neutralité acadienne y sera d’autant plus mise à l’épreuve que les deux empires doutaient de celle-ci. D’une part, le commandant français de l’île Royale, Le Prévost Du Quesnel, comptait mobiliser les Acadiens afin de l’aider à reconquérir la Nouvelle-Écosse. « Pour leur part, les autorités anglaises d’Annapolis craignaient que les Acadiens ne se soulèvent en masse\textsuperscript{137}. » Suite à l’engagement de plusieurs Acadiens, en mai 1744, aux côtés des Français lors de l’expédition contre le petit fort britannique de l’île de Canseau\textsuperscript{138} (Grassy Island, N.-É.), les pronostics des uns et des autres semblent en voie de se confirmer. Pourtant, la réaction subséquente de la majorité des Acadiens de la Nouvelle-Écosse péninsulaire va déjouer tous leurs calculs.

Dès août 1744, les Acadiens de l’isthme de Chignectou seront au cœur des événements, et ce, alors que les autorités de l’île Royale entreprennent la reconquête de l’Acadie en attaquant Annapolis Royal, qu’on savait mal


\textsuperscript{137} \textit{Ibid.}, p. 43.

\textsuperscript{138} En raison de l’importance de la morue, le port de pêche de Canseau avait aux yeux de Paris et de Londres une plus grande importance économique que l’ensemble des activités générées en Acadie britannique par Annapolis Royal, Chignectou et la région des Mines. Andrew Hill Clark, \textit{Acadia: The Geography...}, \textit{op. cit.}, p. 248.
défendu. « Pour réussir l’opération supposait la synchronisation de trois forces d’intervention : » les soldats de Du Pont-Duvivier, les Mi’kmaqs et une petite escadre de navires bardés d’artillerie. Plus encore, avec seulement 50 hommes des troupes de la marine et un nombre indéterminé de Mi’kmaqs, le succès d’une telle expédition exigeait non seulement l’aide matérielle des Acadiens mais aussi leur participation active à la reconquête française de l’Acadie. Selon Johnston, aux yeux de l’administration de la colonie de l’île Royale, l’origine acadienne de Duvivier conjuguée à sa solide expérience militaire en faisait le candidat idéal pour commander une telle expédition. En août, celle-ci débarque avec armes et bagages à Baie Verte. Très vite, Duvivier se présente aux Acadiens « comme le libérateur de l’Acadie de retour parmi les siens ». Il leur demande de se joindre à lui et aux Français afin de chasser les Britanniques de l’Acadie.

Dans l’historiographie de la période classique, la réaction des Acadiens face à l’expédition Duvivier suscitera maintes polémiques au sein de la communauté historienne. Ainsi, pour Beamish Murdoch et Francis Parkman, les Acadiens se rangeront du côté des Français tandis que Placide Gaudet s’évertuera à démontrer « que les Acadiens ont toujours été fidèles à leur position de neutralité ». Après avoir oscillé entre la négation de la neutralité acadienne et une neutralité sans faille, les historiens évoluteront graduellement vers un discours plus nuancé. Par exemple, en 1955, Robert Rumilly admettra que des Acadiens ont combattu aux côtés des Français mais, pour lui, cette collaboration ne concernera qu’un petit nombre d’Acadiens. Plus récemment, dans son étude de l’expédition de Duvivier,

l'historien Bernard Pothier affirmera qu'en « dépit des appels pressants et émouvants que Duvivier lança tout au long de la route menant à Annapolis Royal, une douzaine d'Acadiens tout au plus se laissèrent convaincre de quitter la stricte neutralité, devenue l'expédition auquel recouraient en pratique, à cette époque, gouvernement et gouvernés en Nouvelle-Écosse »\textsuperscript{144}. Il n'en demeure pas moins que dix hommes de Beaubassin se joindront à l'expédition de Duvivier comme volontaires\textsuperscript{145}. En revanche, durant cette même période, d'autres Acadiens affichent plutôt un parti anglophile, tel Oto Robichaud, d'Annapolis Royal, qui avertit en 1744 les militaires britanniques de l'attaque imminente de Duvivier\textsuperscript{146}. Dans l'historiographie acadienne récente, la collaboration des Acadiens à l'un ou l'autre camp n'est plus niée mais bien relativisée, voire minimisée\textsuperscript{147}. Ainsi, en 1980, Jean Daigle écrira que « si certains Acadiens collaborèrent d'un côté comme de l'autre, [...] dans l'ensemble la très grande majorité resta neutre »\textsuperscript{148}. En 1993, Jean Daigle publie une nouvelle version de sa synthèse historique. Dans celle-ci, il passe sous silence l'éventuelle collaboration avec les Britanniques en écrivant : « même si certains Acadiens collaborent avec


\textsuperscript{146} Maurice Basque, \textit{Des hommes de pouvoir : histoire d'Oto Robichaud et de sa famille, notables acadiens de Port-Royal et de Néguac,} Néguac (N.-B.), Société historique de Néguac, 1996.


\textsuperscript{148} Jean Daigle, « L'Acadie, 1604-1763... », \textit{op. cit.}, 1980, p. 43.
les Français, la très grande majorité reste neutre »\textsuperscript{149}. Dans la même lignée, Jean-Marie Fonteneau écrit que les Français se heurteront « à la neutralité des Acadiens qui ne veulent ni trahir leur serment, ni compromettre leur situation déjà précaire »\textsuperscript{150}. Pour Régis Brun, la notion de majorité demeure fondamentale pour jauger la neutralité acadienne. En 2003, il écrira que la majorité des Acadiens refusa de participer aux expéditions militaires françaises des années 1740, car ils devaient naviguer entre deux positions opposées\textsuperscript{151}, soit « allégeance finale à la France et allégeance passagère à l’Angleterre »\textsuperscript{152}.

Dans le plan initial, Mi’kmaqs, hommes de Duvivier et escadre devaient attaquer simultanément Annapolis Royal. Or, ils l’attaqueront en ordre dispersé. D’abord, près de 300 Amérindiens\textsuperscript{153}, accompagnés d’un missionnaire français\textsuperscript{154}, lancent le 30 juin ou le 1\textsuperscript{er} juillet 1744 (11 ou 12 juillet N.S.) une attaque contre la ville. Un temps, maître de la basse ville, ils doivent s’en retirer, non sans avoir détruit une bonne partie de celle-ci. Selon Brenda Dunn, même si les Mi’kmaqs guerroyaient autour de l’établissement colonial

\textsuperscript{149} Jean Daigle (sous la direction de), « L’Acadie de 1604 à 1763, synthèse historique », \textit{L’Acadie des Maritimes : études thématiques des débuts à nos jours}, Moncton, Chaire d’études acadiennes, 1993, p. 34, coll. « Mouvance ».

\textsuperscript{150} Jean-Marie Fonteneau, \textit{Les Acadiens : citoyens...}, op. cit., p. 96.

\textsuperscript{151} Dans son argumentaire sur l’identité acadienne et l’attachement de la population acadienne à la France et à son roi, l’historien Mouhot se range à la suggestion de Laurence Fontaine, pour qui il faudrait « regarder dans quelles circonstances et face à quels interlocuteurs les Acadiens se présentaient comme “French neutrals”, “neutrals”, “Acadiens” ou “Français”. Le même Acadien pouvait sans doute se présenter comme “Français” à l’abbé Le Loutre et comme “neutre” à l’administration anglaise, suivant les demandes qu’il avait à faire et le point sur lequel il voulait insister ». J.-F. Mouhot, \textit{Les Réfugiés acadiens en France...}, op. cit., p. 50.

\textsuperscript{152} Régis Brun, \textit{Les Acadiens avant 1755...}, op. cit., p. 12.

\textsuperscript{153} Selon les auteurs consultés, ce contingent est uniquement composé de Mi’kmaqs tandis que d’autres mentionnent également la participation de Malécites.

\textsuperscript{154} Parmi la communauté historienne, la présence du missionnaire LeLoutre à Annapolis Royal en 1744 est loin de faire consensus. Tellement d’ailleurs que Gérard Finn en fera, en 1972, l’un des principaux points abordés dans son inventaire de ce que l’histoire-tographie ancienne ou récente (lire avant 1972) impute à Le Loutre. Ainsi, sur les onze historiens francophones qui étudient cette situation sept confirment sa présence en ces lieux tandis que deux réfutent sa présence au profit de celle de l’abbé Pierre Maillard. Toutefois, contrairement, aux historiens anglophones répertoriant par Finn (sept l’affirment, deux la nient pour lui substituer également Maillard, et trois tergiversent), pour qui Le Loutre est « l’organisateur et le provocateur des Micmacs », les francophones lui attribuent plutôt un rôle d’aumônier et de modérateur » auprès de ces mêmes Mi’kmaqs. Gérard Finn, \textit{L’abbé Jean-Louis LeLoutre vu par les historiens}, mémoire de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d’Ottawa, 1972, p. 122-123.
pendant l’été\textsuperscript{155}, l’échec de leur attaque de juillet les décourage et entraîne leur retrait. Puis, à la fin de l’été, l’expédition Duvivier, composée de troupes coloniales et amérindiennes, entreprend le siège d’Annapolis. Quoique les Acadiens ne joignent pas ses rangs, le conseil de Nouvelle-Écosse soutient qu’ils se rendent fréquemment dans le camp de Duvivier pour y fraterniser\textsuperscript{156}. Le 15 septembre (26 septembre N. S.), des troupes de Nouvelle-Angleterre arrivent sur place, puis six jours plus tard, c’est au tour des troupes de Duvivier de recevoir des renforts. Selon Dunn, le gouverneur de Louisbourg relève alors Duvivier au profit de Michel de Gannes de Falaise. Le nouveau commandant a pour instructions de retraiter à Minas afin de protéger les Acadiens d’éventuelles représailles de la part des Britanniques\textsuperscript{157}. Enfin, le 14 octobre (25 octobre N. S.) l’escadre de Louisbourg arrive trop tard et retraite à son tour. Durant ce temps, les troupes de Duvivier, selon Pothier et Crowley, devant le refus des Acadiens de les approvisionner en nourriture, les Français décident de ne pas hiverner aux Mines et quittent l’Acadie en toute hâte le 5 octobre (lire 24 septembre N. S.): « La fuite est prise, Non pas La retraite », écrivit Duvivier\textsuperscript{158}. Pour un historien comme Émile Lauvrière, la neutralité acadienne coûtera à la France rien de moins que l’Acadie\textsuperscript{159}.

En janvier 1745, c’est au tour de la Nouvelle-France de se lancer dans une offensive contre Annapolis Royal. Miliciens canadiens et Amérindiens, commandés cette fois par le sieur Paul Marin, sieur de La Malgue, font marche vers l’Acadie. Séjournant à Beaubassin, en avril, de La Malgue menace les députés de l’isthme de châtiments corporels s’ils se rendent à Annapolis. Dans un même temps, plusieurs habitants de l’isthme vendent du grain à des Mines sans juger bon d’informer qui que ce soit de la présence de Français à Chignectou\textsuperscript{160}. En mai, les troupes de La Malgue attaquent sans succès Annapolis Royal. Pendant ce temps, un corps expéditionnaire de la Nouvelle-Angleterre et une escadre britannique assiègent Louisbourg. Comme cette forteresse risque de tomber à tout moment, le commandant de


\textsuperscript{156} \textit{Ibid.}, p. 153.

\textsuperscript{157} \textit{Ibid.}, p. 154.

\textsuperscript{158} Bernard Pothier et T. A. Crowley, « Du Pont Duvivier, Français », \textit{op. cit.}, version électronique.


\textsuperscript{160} Margaret Coleman, \textit{Acadian History in the Isthmus...}, \textit{op. cit.}, p. 49.
La Malgue reçoit l’ordre d’abandonner le siège d’Annapolis Royal et de lui porter secours. Mais il est déjà trop tard et, le 28 juin, Louisbourg se rend et sa population est expulsée vers la France. Selon Jean Daigle, « la nouvelle de la capture de Louisbourg causa une consternation chez les Acadiens tout en les forçant à marcher plus dangereusement sur la corde raide de la neutralité ». Or, à Annapolis Royal, la neutralité acadienne irrite à plus d’un titre les autorités coloniales.

À la fin de juin 1745, une députation de la région de Beaubassin se rend à Annapolis Royal. Sur place, les députés doivent montrer patte blanche auprès des autorités coloniales. D’une part, les administrateurs néo-écossais exigent que, dans un délai raisonnable, les députés dénoncent toutes les personnes soupçonnées d’avoir collaboré avec les Français. D’autre part, cette députation reçoit le mandat des administrateurs coloniaux de faire prêter, dès leur retour dans leur localité, un nouveau serment d’allégeance à la couronne britannique à leurs commettants acadiens. D’après Coleman, l’histoire a perdu la trace de la réplique formulée par la députation à ces exigences. Mais quelle qu’en ait été la nature, la réponse des Acadiens est loin d’avoir satisfait le conseil provincial de la Nouvelle-Écosse. En effet, en novembre (décembre N. S.) 1745, ses membres envisagent d’expulser les Acadiens hors de la Nouvelle-Écosse parce que ces derniers n’ont pas prêté serment d’allégeance et n’ont pas pris les armes pour la Grande-Bretagne. Plus encore, dans un rapport déposé à cette occasion, reflétant l’avis de Shirley, trois conseillers préconisent de les remplacer par de bons sujets protestants. Finalement, d’après Plank, le conseil juge qu’une telle expulsion s’avère impraticable tandis que Dunn affirme que le rapport est adopté par le conseil, et envoyé pour avis à Londres.

Entre-temps, Versailles entend bien laver l’affront de la chute de Louisbourg en lançant une attaque terrestre et maritime sur la Nouvelle-Écosse. La couronne française affrète en France une escadre, placée sous la

gouverne de Jean-Baptiste de La Rochefoucauld, duc d’Anville, et lui ordonne de reprendre l’Acadie et l’île Royale. Au sujet des Acadiens, même si le ministre de la Marine est assuré de les rallier à sa cause, les instructions données au duc sont limpides : tous les Acadiens jugés dignes de confiance devront prêter serment d’allégeance à la couronne française et ceux qui montrent des sympathies probritanniques seront déportés vers les colonies de l’Empire britannique, voire en Grande-Bretagne.  

Ici, en mentionnant ces directives, on touche un point sensible du discours historique sur la déportation des Acadiens de 1755 à 1763, soit l’argumentaire privilégié pour tenter d’en expliquer les causes. Dans une historiographie, où la recherche des coupables tient parfois lieu de discours, plusieurs historiens scruteront à la loupe la politique britannique et celle de ses représentants sur l’équation suivante : refus de prêter allégeance égale déportation tout en esquivant le fait que la France préconise la même approche. Bref, dans une historiographie, qui tient parfois lieu de tribunal de l’histoire, le relativisme culturel est loin de faire toujours recette. À ce propos, Guy Frégault sera l’un des rares, sinon le premier historien, à s’appuyer sur les directives du duc d’Anville, pour affirmer : que « serment de fidélité, déportation : tels sont, en Acadie, les instruments d’un impérialisme, de n’importe lequel impérialisme » fut-il français. Depuis lors, certains historiens, comme Michel Roy, rappelleront ce fait au passage et d’autres comme Nicolas Landry, l’ignoreront. Mais il faudra attendre un article récent de l’historien Andrew John Bayly Johnston pour que soit élaborée l’interprétation de Frégault sur les attitudes françaises et britanniques envers les Acadiens. D’après Johnston, si celles-ci sont en apparence similaires elles ne sont pas pour autant identiques. Appartenant aux mêmes horizons culturels et religieux que les Acadiens, les Français croyaient que ces derniers seraient disposés à prendre les armes pour retourner dans le giron de la France. En ce sens, les Français seront fort déçus par la neutralité affichée par les Acadiens. Par contre, contrairement aux Britanniques, ils attribueront aux Acadiens une identité et des intérêts propres. Ceci étant dit, encore

167. Ibid.
aujourd'hui, le rappel par la communauté historienne que les Français ont utilisé sensiblement « la même approche [que celle des Britanniques] dans leurs contacts avec les Acadiens »\(^{170}\) demeure aléatoire.

Quoi qu'il en soit, l'expédition de Jean-Baptiste-Nicolas Roch de Ramezay, forte de quelque 600 soldats, débarque en juillet 1746 à Baie Verte\(^ {171}\). Après avoir franchi l'isthme, les miliciens canadiens établissent leur quartier général à Beaubassin. Selon Barbara M. Schmeisser, les Acadiens s'accommodent assez bien de cette présence militaire, d'autant plus qu'elle risque d'être temporaire\(^ {172}\). En effet, la mission de Ramezay était de joindre ses forces à celle de la flotte française, puis d'attaquer soit Canseau (Canso), soit Annapolis Royal\(^ {173}\). Toutefois, est-ce si sûr? Les Canadiens, contrairement aux expéditions militaires précédentes, sont cette fois-ci accompagnés de fonctionnaires civils de la Nouvelle-France. D'après Schmeisser, il faut interpréter la présence de ces administrateurs comme la preuve que la France veut rapidement assurer une continuité administrative une fois l'Acadie reconquise\(^ {174}\). Qu'en est-il de l'attitude des Acadiens de l'isthme, au cours du séjour de Ramezay? Toujours selon Schmeisser, si les Acadiens ne portèrent pas les armes contre les Britanniques, ils approvisionnèrent tout de même les troupes canadiennes en marchandises de toutes sortes. Pour Bernard Pothier, ceci n'exempta pas les troupes de la Nouvelle-France d'essayer ultérieurement « l'hostilité ouverte et tapageuse d'une bonne partie des populations assemblées »\(^ {175}\) de la région de Beaubassin. Entre-temps, comme le fait remarquer Michel Roy, la simple « présence du détachement canadien [sur l'isthme] grevait les habitants de très lourde compromission aux yeux des Anglais »\(^ {176}\).

C'est dans ce contexte qu'une « persistance rumeur s'était propagée dans les campagnes acadiennes, voulant que les Anglais du Massachusetts aient tramé secrètement la déportation des Acadiens »\(^ {177}\). D'après Bona Arsenault, plusieurs Acadiens songent alors à émigrer en territoire français. Avec

---

\(^ {170}\) A.J.B. Johnston, « D'autres serments de loyauté... », \emph{op. cit.}, p. 150.
\(^ {171}\) Margaret Coleman, \emph{Acadian History in the Isthmus...}, \emph{op. cit.}, p. 50.
\(^ {172}\) Barbara M. Schmeisser, \emph{A Narrative...}, \emph{op. cit.}, p. 7 et ss.
\(^ {174}\) Barbara M. Schmeisser, \emph{A Narrative...}, \emph{op. cit.}, p. 7 et ss.
\(^ {175}\) Bernard Pothier, \emph{Course à l'Accadie...}, \emph{op. cit.}, p. 46.
\(^ {176}\) Michel Roy, \emph{L'Acadie, des origines à nos jours...}, \emph{op. cit.}, p. 104.
\(^ {177}\) Bona Arsenault, \emph{Histoire des Acadiens...}, \emph{op. cit.}, p. 162.
l’escadre du duc d’Anville voguant dans les parages, le gouverneur du Massachusetts, William Shirley, s’empresse de rassurer les Acadiens. En septembre, la flotte française, décimée par les tempêtes et la maladie, retourne en France.

Après un assaut infructueux contre Annapolis Royal, de Ramezay effectue une retraite vers l’isthme de Chignectou. Avec 300 de ses hommes, il prend ses quartiers d’hiver à Beaubassin et disperse des miliciens un peu partout dans la région\(^{178}\). En janvier 1747, un messager acadien l’informé de la présence à Grand-Pré du corps expéditionnaire de la Nouvelle-Angleterre. « Des chutes de neige abondantes ainsi que la grande distance séparant Chignectou des Mines endormirent la prévoyance des soldats de la Nouvelle-Angleterre. Aucune attention ne fut portée aux avertissements des Acadiens les prévenant que Ramezay projetait d’attaquer les Mines. [...] Vers 3 heures du matin, le 31 janvier [11 février N.S.], alors qu’une tempête de neige faisait rage, les Français attaquèrent les soldats de la Nouvelle-Angleterre, mal préparés et qui ne soupçonnaient vraiment pas une pareille attaque\(^{179}\). » Même si Joseph Brossard et ses partisans participèrent aux combats\(^{180}\), la majorité des Acadiens « n’embrassèrent pas inconditionnellement la cause »\(^{181}\) française.

En raison de la disette sévissant à Grand-Pré, les paysans ne peuvent approvisionner les troupes de Ramezay, qui doivent alors retraiter vers Beaubassin. Le 20 juillet 1747, ces troupes, maintenant sous le commandement de de Repentigny, quittent l’Acadie. Ce contingent n’a pas encore quitté Chignectou que le gouverneur du Massachusetts recommande déjà à Londres « de déporter en Nouvelle-Angleterre les [4 000] habitants de Chignectou [...] et de partager leurs terres entre 2 000 hommes »\(^{182}\) de ses propres troupes. Par ce geste, Shirley espère qu’en trois ou quatre géné-

\(^{178}\) Notamment dans les villages de Baie Verte, Rivière des Hébert (River Hébert), Veschkak (Westcock), Napane (Nappan), Macan (Makan) et Pré des Bourgs (Sackville).


rations, les provinciaux de la Nouvelle-Angleterre assimilèrent les Acadiens gravitant autour de cette zone stratégique\textsuperscript{183}. Seule la peur d’un soulèvement général empêche le secrétaire d’État britannique de mettre ce plan à exécution\textsuperscript{184}. En résumé, malgré les tentatives britanniques et françaises de briser leur neutralité, la majorité des Acadiens refusera de prendre cause et parti pour l’un ou l’autre des belligérants. Selon Griffiths, « les hostilités des années 1740 n’eurent guère d’autre conséquence que de laisser croire [aux Acadiens] qu’ils avaient réussi à faire reconnaître, tant par les Français que par les Britanniques, et sans qu’il en coûtât beaucoup, leur politique de neutralité »\textsuperscript{185}.

**Le retour en force des deux empires en Acadie : 1748-1749**

En apparence, la signature, le 18 octobre 1748, du traité d’Aix-la-Chapelle met fin à la guerre « intercoloniale » entre l’Angleterre et la France. Dans les colonies, Français et Britanniques se restituent leurs possessions d’avant-guerre (Louisbourg contre des places fortes des Pays-Bas) tandis que la rivière Mésagouèche, dans l’isthme de Chignectou, constitue désormais la frontière entre les deux empires. En ce sens, selon Jean Daigle, les « Acadiens ne pouvaient que se féliciter d’avoir gardé une neutralité prudente »\textsuperscript{186} durant tout le conflit, étant donné qu’une partie d’entre eux se trouve désormais en territoire français et les autres en territoire néo-écossais. Toutefois, ils constateront rapidement que cette paix n’est en fait qu’une trêve, pendant laquelle les deux empires fourbissent déjà leurs armes. Plus encore, selon Chris M. Hand, l’année 1749 sera celle où la bataille pour l’Acadie – et à terme pour l’Amérique du Nord – s’intensifiera\textsuperscript{187}.

Pour les Français, la guerre a amplement illustré la vulnérabilité de Louisbourg. Selon Guy Fréguault, pour renforcer ce point capital des défenses de l’Amérique française, la France adopte une stratégie à quatre volets visant à « bloquer l’isthme de Chignectou; à côté de la Nouvelle-Écosse, [à] constituer une Acadie française que l’émigration des Acadiens alimentera en

\textsuperscript{183} Guy Fréguault, « La déportation des Acadiens », *op. cit.*, p. 315.
\textsuperscript{185} N. E. S. Griffiths, « Les Acadiens », *op. cit.*, p. xxv.
\textsuperscript{187} Chris Michael Hand, *The Siege of..., op. cit.*, p. 15.
ressources humaines; [à] lancer des sauvages [sic] (et des Acadiens) contre les établissements britanniques de la province; [et] à l’intérieur de cette dernière, [à] entretenir de l’agitation au moyen des missionnaires »

Pour Michel Roy, les pressions sur l’Acadie ne proviennent pas seulement de la France, mais elles s’inscrivent également dans la stratégie défensive de la Nouvelle-France face à l’empire britannique.

Ainsi, dès 1749, les Français s’efforcent de renforcer leur position sur l’île Royale tandis que les Canadiens entreprennent d’encercler les Britanniques de la Nouvelle-Écosse péninsulaire. Maîtres de la petite guerre, les Canadiens lancèrent des incursions contre la population anglophone de cette colonie et verront d’un bon œil la recrudescence de la guerre menée par les Amérindiens contre les Britanniques. À cette époque, le marquis de Galissonière, commandant en chef de la Nouvelle-France, ordonne au chevalier Louis de La Corne d’organiser la défense de l’isthme de Chignectou

La Corne établit, durant l’été 1749, des postes dans le secteur des trois rivières. Dans la foulée, la Corne soutire un serment d’allégeance à un bon nombre d’Acadiens de cette région et constitue trois compagnies de milice. Toutefois, d’après une lettre de la Galissonière citée par Schmeisser, les Acadiens sont loin de déborder d’enthousiasme face à l’annexion de leur territoire par les Canadiens. Il n’en demeure pas moins qu’il incombe désormais aux Acadiens de cette région, familiarisés avec le système de la milice depuis le début du XVIIIe siècle, de contribuer à la défense du territoire en cas d’attaque. Selon les estimations de Schmeisser, la milice acadienne déploiera, en 1749-1750, 400 hommes pour la défense de la rive ouest de la rivière Mésagouèche, dont 250 portant des armes. Bref, à l’appel du roi de France, tous les hommes, ayant prêté serment d’allégeance, devront exercer leur devoir militaire.

Pour Guy Frégault, les Français sont conscients qu’en commandant « l’isthme de Chignectou, qui relie au continent la presqu’île acadienne, [ils

---

190. Margaret Coleman, Acadian History in the Isthmus..., op. cit., p. 60-61.
192. Ibid., p. 50.

196. Barbara M. Schmeisser, A Narrative..., op. cit., p. 15.
199. Dans ce texte, on s’en est tenu à la graphie formulée dans le Dictionnaire biographique du Canada.
Durant la guerre de la succession d’Autriche, les Anglo-Américains agiront comme le fer de lance de la conquête de Louisbourg et joueront un rôle déterminant dans le maintien de l’Acadie dans le giron britannique. Or, la vision impérialiste du Massachusetts lui a coûté fort cher en hommes et en argent. Selon Plank, il devient impératif pour le Massachusetts que la Nouvelle-Écosse devienne prospère, sécuritaire et autosuffisante. Principal porte-parole de cette colonie de Nouvelle-Angleterre, le gouverneur William Shirley se fera très tôt l’ardent défenseur d’une politique agressive de « britannisation » de la Nouvelle-Écosse et il préconisera une politique à deux volets. D’une part, il considère qu’il faut exiler les Acadiens s’ils ne prêtent pas un serment d’allégeance inconditionnel. D’autre part, dans le cas où les Acadiens demeurereraient sur place, il juge essentiel d’encourager leur assimilation à la société coloniale britannique en favorisant une immigration protestante intensive.


La Grande-Bretagne répond à « l’impérialisme agressif de La Galisonnière [et, par ricochet de la France,] par un fait de colonisation : la fondation de Halifax » Par ce geste, les Britanniques réalisent au moins deux

204. Geoffrey Plank, An Unsettled Conquest..., op. cit., p. 120.
objectifs. D’une part, avec l’arrivée, le 21 juin 1749 (calendrier grégorien), de 2 576 protestants206 (Britanniques, Allemands, etc.), Londres met en branle la « britannisation » de la façade atlantique de la Nouvelle-Écosse péninsulaire. D’autre part, en construisant à Chibouctou (Halifax), dès juin, une place forte comparable à celle de Louisbourg, la Grande-Bretagne équilibre les forces en présence. Le transfert, en juillet 1749, du siège gouvernemental d’Annapolis Royal vers Halifax symbolise bien que la Nouvelle-Écosse n’est plus la même. Par contre, le choix de Halifax s’avère moins heureux dans une perspective de « britannisation » de l’Acadie « anglaise ». En effet, Halifax se situe alors à la frange, et non au cœur de l’Acadie britannique. D’après Frégault, le brassage et le mélange entre Acadiens et Protestants si nécessaires aux fins de la colonisation britannique demeurent pour le moins aléatoires. Le gouverneur Shirley ne s’y trompe pas207. En mai 1749, il exhorte Londres (Board of Trade and Plantations) à construire un fort dans l’isthme de Chignectou afin de permettre la colonisation de cette région208.

Dans l’optique britannique, la question acadienne doit être résolue. Alors que les Acadiens se disent et se croient neutres209, les autorités ne se rappellent que les occasions où des Acadiens ont, selon eux, trahi leur serment, d’où leur scepticisme, voire leur suspicion grandissante, face à la neutralité acadienne. En juin/juillet 1749, Edward Cornwallis arrive au large de la baie de Chibouctou à titre de gouverneur de cette province. Même s’il est accaparé par l’établissement des colons à Halifax, Cornwallis doit, selon Faragher, tenir compte des instructions de Lord Halifax visant à assujettir les Acadiens aux règles et ordonnances de la couronne britannique afin d’avoir une meilleure gouvernance de la Nouvelle-Écosse. Plus encore, cet historien interprète le renouvellement du controversé serment d’allégeance comme un élément d’un plus vaste programme visant à assujettir les Acadiens catholiques aux règles de la nouvelle autorité civile et protestante de la colonie néo-écossaise210.

Lors de la première séance du Conseil, le 14 juillet\textsuperscript{211}, Cornwallis exigea des Français neutres de « prêter [d'ici le 16 octobre] un serment d'allégeance sans équivoque qui les oblierait à porter les armes pour défendre la couronne britannique »\textsuperscript{212}. D’après Griffiths, la prétention fondamentale des Britanniques était que même si les Acadiens n’étaient pas encore devenus bons sujets de la couronne cela demeurait toujours possible\textsuperscript{213}. Quoi qu’il en soit, le Conseil informe alors les représentants de trois localités acadiennes de la nécessité de prononcer un serment d’allégeance inconditionnel. Après avoir exprimé leur surprise, les députés indiquent immédiatement leur opposition à une telle requête\textsuperscript{214}. Priées de prendre position, les principales communautés acadiennes s’agitent. Pour Griffiths, les Acadiens se montrent particulièrement réfractaires à se voir imposer d’en haut leur destinée\textsuperscript{215}. Délibérant en assemblée dans leurs localités respectives, les Acadiens parviennent à une position commune, position qu’ils formulent par écrit. Dans celle-ci, ils demandent aux autorités néo-écossaises que soit précisé leur droit à avoir leurs propres prêtres et leur droit d’être exemptés de porter des armes en temps de guerre. Pour l’historien Faragher, les inquiétudes acadiennes vont au cœur de la question puisque les autorités britanniques entendent bien transformer la Nouvelle-Écosse en colonie protestante. Parallèlement à cette démarche, les Acadiens écrivent au roi de France pour dénoncer les exigences britanniques. Toujours pour Faragher, la défense par les Acadiens de leur catholicisme et de leur neutralité est tout simplement brillante et originale. À son avis, en étant présentée comme une partie du droit coutumier de l’Acadie, l’identité des Acadiens était protégée en principe par la Common Law\textsuperscript{216}.

Le 31 juillet, lors de la réunion du Conseil de la colonie néo-écossaise, les représentants des principales régions d’Acadie, dont celle de Chignectou, présentent leurs doléances à Cornwallis. Le Conseil tranche la poire en deux puisqu’il confirme leur droit d’exercer leur religion, mais rejette leur demande de ne pas porter des armes pour défendre la couronne britannique. Plus encore, il réitère la nécessité de prêter un serment d’allégeance incondi-

\textsuperscript{211} Selon l’historien consulté et surtout le calendrier privilégié, grégorien ou julien, les dates diffèrent.

\textsuperscript{212} J. Murray Beck, « Cornwallis, Edward », Dictionnaire biographique du Canada, volume IV, de 1771 à 1800, Québec/Toronto, PUL/University of Toronto Press, p. xv-xxiv.

\textsuperscript{213} Ibid., p. 382-383.

\textsuperscript{214} John Mack Faragher, A Great and Noble..., op. cit., p. 251.

\textsuperscript{215} N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 383.

\textsuperscript{216} John Mack Faragher, A Great and Noble..., op. cit., p. 253.
tionnel à la couronne britannique, sous peine de se voir en cas de refus privés de tous ses droits et privilèges. Le 6 septembre, les représentants des diverses communautés acadiennes rencontrent à nouveau Cornwallis à Halifax. Dans une pétition qui aurait apparemment été signée par 1 000 Acadiens, ces derniers se déclarent disposés à prononcer à nouveau le serment d'allégeance conditionnel de 1730. Si le Conseil refuse leur proposition, les signataires affirment qu'ils sont résolus à s'exiler plutôt que de prêter un serment d'allégeance inconditionnel. Plus tard dans la journée, selon Arsenault, Cornwallis y va de la déclaration-choc : « tous les serments précédents prêts par les Acadiens sont illégaux et de facto nuls et non avenus ».

Pour Griffiths, au-delà de l'indignation, la réponse de Cornwallis contient trois des principes fondateurs de la future politique des Britanniques envers les Acadiens, à savoir que ces derniers doivent démontrer par des gestes concrets qu'ils comprennent leur état de sujétion à la couronne britannique, qu'ils sont des sujets de celle-ci, et que cette situation implique des responsabilités envers la couronne. Sur ce point, pour Cornwallis, les Acadiens doivent comme les autres sujets catholiques de sa Majesté, lui prêter un serment d'allégeance. Quoi qu'il en soit, devant la détermination acadienne, Cornwallis ne dispose pas des forces nécessaires pour les mettre au pas, pas plus qu'il n'a intérêt à les voir s'exiler en territoire français. Face à une situation potentiellement explosive, Cornwallis tergiverse en référant le tout au Board of Trade and Plantations.

En résumé, après la signature du traité d'Aix-la-Chapelle de 1748, la carte de la région est encore une fois redessinée. À la forteresse de Louisbourg, rétrocédée à la France, les Britanniques répliquent par la construction de celle de Halifax en 1749. Devenue un enjeu stratégique clé pour deux grands empires coloniaux de l'Amérique du Nord, l'Acadie passe à l'avant-scène des préoccupations de la France et de l'Angleterre. Dans ce contexte de guerre larvée, qualifiée de guerre froide par l'historien militaire Stanley, où les intérêts des colonies de la Nouvelle-France et de la Nouvelle-Angleterre se font de plus en plus sentir en Acadie, la politique de neutralité des

217. N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 384-385.
219. N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 385.
222. Pour être exact, l'expression utilisée par George Francis Gilman Stanley est la suivante : « Cold war on the Atlantic Coast ». George Francis Gilman Stanley, New France: The Last Phase, 1744-1760, Toronto, McClelland and Stewart, coll. « The Canadian Centenary Series, v. 5 ». 
Acadiens devient un sujet litigieux pour les deux parties. Comme le souligne Jean Daigle, l’impérialisme des deux grandes puissances n’admet pas une telle façon de voir les choses. Voilà pourquoi, d’un côté comme de l’autre, les Acadiens sont sommés de choisir leur camp. Pour ce faire, tant les Français que les Britanniques exigent qu’ils prêtent serment d’allégeance à leur couronne respective. Toujours selon Daigle, « écartelés entre deux positions irréconciliables : fidélité ultime à la France, allégeance temporaire à l’Angleterre » les Acadiens de la péninsule ne voulu rent pas prendre position par peur de s’attirer des représailles. Valable pour les Acadiens résidant en territoire britannique, ce constat a beaucoup moins de force en territoire français, où des Acadiens, souvent avec une certaine réticence, deviennent sujets du roi de France.

Selon l’historiographie américaine récente, les peuples pris entre l’arbre et l’écorce, comme ceux du nord de la Nouvelle-Espagne ou des Grands Lacs, sauront tirer leurs marrons du feu tant que la zone sera contestée par l’un ou l’autre des belligérants. En ce sens, comme ailleurs en Amérique du Nord, les peuples de l’Acadie (Acadiens, Malécites et Mi’kmaqs) miseront sur le fait qu’ils habitent une aire de chevauchement des souverainetés entre deux empires pour manœuvrer et préserver une bonne partie de leur autonomie. Toutefois, si cette position géopolitique particulière contribue à aiguëcher chez les Acadiens leur sens politique, avec la militarisation croissante de l’Acadie, les peuples du milieu, tant les Acadiens que la nation Mi’kmaq, verront leur marge de manœuvre s’atténuer rapidement. Pour les Acadiens de l’isthme de Chignectou, l’heure des choix sonnera encore plus rapidement que pour les autres.


226. N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 370-371.

Beaubassin brûle : 1750

Au printemps 1750, Cornwallis ordonne au major Charles Lawrence de chasser les troupes françaises de la région de Chignectou\(^{228}\), de raser toutes leurs positions fortifiées et de construire un fort. En avril ou mai, selon les historiens consultés et le calendrier privilégié\(^{229}\), Lawrence débarque avec 400 hommes dans les marais à l’ouest de Beaubassin. Les hommes de Lawrence ne peuvent soutirer la crête de Beauséjour aux troupes du chevalier de La Corne. Moins pourvu en hommes et ne disposant pas d’un approvisionnement suffisant, Lawrence assiste à l’incendie de Beaubassin. Selon son biographe Dominick Graham, il préféra « se retirer plutôt que de combattre les Français avec qui l’Angleterre n’était pas en guerre, ou plutôt que d’admettre une limite territoriale quelconque »\(^{230}\). Sur ce point, Hand diffère à nouveau d’avis. Selon lui, le revers de Lawrence renforce la position de la France quant à sa souveraineté sur la rive ouest de la rivière Mésagouèche\(^{231}\) (l’actuel Nouveau-Brunswick).

En soi, cette victoire symbolique n’aurait eu qu’une importance anecdotique n’eût été précisément du sort réservé aux habitants de Beaubassin. En effet, après l’incendie du village de Beaubassin\(^{232}\), la plupart des Acadiens résidant encore sur le côté est de la rivière n’ont d’autre solution que de se réfugier sur la crête de Beauséjour\(^{233}\). En ce sens, il n’est pas étonnant que cet

\(^{228}\) Margaret Coleman, *Acadian History in the Isthmus..., op. cit.*, p. 62.

\(^{229}\) En 1582, le pape Grégoire XIII introduisit, un nouveau calendrier. Cette année-là, il fut décidé que le lendemain du jeudi 4 octobre 1582 nous serions le vendredi 15 octobre 1582. Or, contrairement à la France, qui adopta le calendrier grégorien en 1582, l’Angleterre conserva le calendrier julien jusqu’en 1752. En effet, ce n’est que cette année-là que la couronne britannique décida que le mercredi 2 septembre serait le jeudi 14 septembre dans tout son royaume, y compris ses colonies américaines.


\(^{232}\) Celui-ci semble être le seul village qui ait été incendié en mai 1750 puisque les autres le seront en septembre de la même année, soit lors de la deuxième expédition de Lawrence.

\(^{233}\) D’après Rompillon, 67 personnes ont migré de ce village entre 1741 et 1751, « auxquelles il faut ajouter les 108 individus qui ont quitté le village avant 1750 et les 101 personnes dont nous ignorons la date précise de départ. Dans tous les cas, la majorité des villageois sont partis avant que tout ne soit brûlé ». Samantha Rompillon, « La mobilité à Beaubassin... », *op. cit.*, p. 105. De son côté, Griffiths estime à près d’un millier le nombre de personnes ayant dû trouver refuge du côté français après la destruction de leur maison. N.E.S. Griffiths, *From Migrant to Acadian..., op. cit.*, p. 392.

La carrière de Le Loutre ne se résume pas à sa responsabilité avérée ou non dans l’incendie de Beaubassin. En fait, dans l’historiographie, ce personnage joue un rôle central dans la tragédie de 1755. Pour plusieurs historiens anglophones du 19e et du 20e siècles, cet homme a influé énormément sur la décision des Acadiens de ne pas prêter un serment d’allégeance inconditionnel.237. Diabolisé par eux, ce personnage aurait contribué par son intrusivité sur la question du serment d’allégeance à la déportation des Acadiens.

Depuis les années 1970, les analyses se font beaucoup plus nuancer. Selon Finn, il faut tenir compte de trois éléments importants avant de se faire une opinion sur les actions prises par ce missionnaire controversé: « au XVIIIe siècle la France se voulait le défenseur de la religion catholique; l'Acadie était peuplée de catholiques français gouvernés par des Britanniques protestants; le missionnaire était le seul représentant du gouvernement français toléré par la Grande-Bretagne auprès des Acadiens » 238. De plus, certains événements de la vie de Le Loutre qui ont été relatés par les contemporains et ensuite reprises par les historiens soulèvent toujours beaucoup de questions, notamment en raison des lacunes au plan des sources. Comme l'indique l'historien Finn, l'abbé Le Loutre est souvent décrit comme étant l'instigateur du meurtre de l'officier britannique Edward Howe en 1750, malgré le fait qu'« il n'existe, selon lui, aucune preuve sûre à cet effet » 239. Mais surtout comme le souligne l'historien John Graham Reid, il s'avère encore aujourd'hui difficile de mesurer et d'apprécier le rôle précis joué par Le Loutre dans les événements de 1750, en raison du fait que les documents historiques qui nous sont parvenus de cette période n'offrent pas de preuve concluante 240. De récentes publications en langue française apportent moins de nuances que Finn et Reid, voire Ségalen 241, sur le rôle de l'abbé Le Loutre en lui accordant un traitement relevant parfois plus de l'hagiographie que de l'histoire 242, tandis que Chris M. Hand, dans une publication en langue

239. Ibid.
240. John Graham Reid, Six Crucial Decades..., op. cit., p. 34.
anglaise encore plus récente, lui attribuait l’épithète d’agent provocateur.  

Les Acadiens ballotés entre deux empires  

Pour les autorités coloniales françaises, la participation des 10 500 Acadiens à la défense de l’empire français est une carte maîtresse dans leur jeu et « le réservoir acadien doit se déverser en territoire français ». Il n’est donc pas étonnant que depuis 1748, les Français n’ont de cesse d’encourager les Acadiens à quitter l’Acadie britannique pour leurs territoires. Malgré leurs efforts, cet appel n’aura guère de résonance auprès de ces derniers. Avec l’incendie du village de Beaubassin en avril/mai 1750, et surtout la militarisation de l’isthme par les Français et les Britanniques, la situation se modifie radicalement. Ainsi, selon Griffiths, à la faveur de l’établissement du fort Lawrence par les Britanniques, les Français organisent l’évacuation des habitants des villages acadiens de Macan, Naapan, Hébert et Minoudy. Forcés de quitter leur foyer, ces Acadiens se réfugient en territoire français, certains à l’île Saint-Jean (ils sont 633 en 1750) d’autres à l’île Royale (266 en 1750), d’autres en Acadie française, amenant leurs bestiaux avec eux. Événements marquants de l’histoire acadienne, la destruction des villages de la région de Beaubassin et le déplacement forcé de la population de l’isthme de Chignectou possèdent, selon Ronnie-Gilles LeBlanc, une importante  


244. Michel Roy, L’Acadie, des origines à nos jours..., op. cit., p. 120.

245. N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 393.


valeur symbolique. En effet, pour LeBlanc, cet événement marque non seulement le début des troubles en Acadie mais aussi celui du fameux Grand Dérangement.

Même si une partie de ces Acadiens entretient ultérieurement le fort Beauséjour et construit des aboiteaux, un tel afflux de réfugiés n’est pas sans causer dans l’immédiat de sérieux problèmes d’intendance. En fait, les administrateurs coloniaux de la Nouvelle-France et de l’île Royale éprouvent énormément de difficultés à leur fournir vivres et vêtements. L’administration coloniale française sur place n’ayant pas les infrastructures nécessaires, ni d’ailleurs les Acadiens de l’îsthme, pour faire face à une telle situation, La Corne retourne, en novembre, à Québec afin d’obtenir le strict nécessaire à leur survie. Le 12 avril 1751, une ordonnance de Québec donne huit jours aux Acadiens sous juridiction française pour prêter allégeance à la couronne française et s’enrôler dans la milice. Dans le cas contraire, ceux-ci seront déclarés rebelles et purement et simplement expulsés.

D’après Coleman, cette ordonnance démontre que la neutralité n’a plus droit de cité de part et d’autre de la frontière, du moins sur l’îsthme de Chignectou. Pour Arsenault, les Acadiens, assujettis aux exigences et aux antagonismes entre deux impérialismes, vivaient dans l’inquiétude de mourir des mains britanniques s’ils devenaient sujets français et des mains françaises, s’ils demeuraient sujets britanniques. Selon Faragher, plusieurs Acadiens trancheront la question en se rendant à Shediac et à Cocagne, loin de toute autorité française. Quant à ceux qui sont demeurés sur place, Webster et Rumilly affirment qu’ils sont fortement troublés par cette requête. Quoi qu’il en soit, si la milice acadienne dispose d’hommes et de vivres, environ 250 hommes en 1751 selon La Vallière, elle est beaucoup

249. Dans sa contribution, Ronnie-Gilles LeBlanc écrit que la déportation n’est qu’un événement dans une série d’événements amorcés en 1750 avec le déplacement des Acadiens de Chignectou. Ibid., p. 17.
250. Régis Brun, Fort de Beauséjour..., op. cit., p. 20.
251. Margaret Coleman, Acadian History in the Isthmus..., op. cit., p. 68 et N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 394.
252. Margaret Coleman, Acadian History in the Isthmus..., op. cit., p. 68.
255. N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 446.
moins bien pourvue en arme. Ainsi, ce n'est qu'au printemps 1752 que les Acadiens demeurant aux trois rivières du Chignectou disposent d'une réelle puissance de feu. En effet, cette année-là, ils reçoivent 200 fusils de grenades et 500 mousquets.

Pendant ce temps, les autorités françaises peinent à envoyer vivres et vêtements. La précarité est donc de mise pour les réfugiés, comme l'illustrent les divers témoignages sur leur état de dénuement. Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que nombre d'Acadiens désirent ardemment retourner sur leurs terres. En 1753, 80 Acadiens acheminent une pétition à Halifax dans laquelle ils sollicitent la permission de retourner sur leurs anciennes terres comme French Neutrals. Le gouvernement colonial de Nouvelle-Écosse n'est pas contre leur éventuel retour, mais émet cependant une condition : ils devront prêter un serment d'allégeance inconditionnel à la couronne britannique. La même année, la France, grâce aux efforts de Le Loutre, octroie les sommes nécessaires à la construction d'abattoirs le long la rivière du Lac. Par ce projet, Le Loutre veut calmer à la fois les premiers colons qui voient d'un mauvais œil cet afflux de réfugiés et apaiser les velléités des réfugiés de retourner sur leurs terres. Manque de chance, une forte marée détruit les efforts de 300 Acadiens affectés à l'aménagement des abattoirs. En 1755, près de 3 000 Acadiens vivent encore sur l'isthme de Chignectou, surtout en territoire français. De ce nombre, le commandant Vergor évalue à 700 ceux qui sont en mesure de porter les armes contre les Britanniques. La réalité illustrera la fatuité de son estimation puisqu'en juin 1755, il n'en ralliera en fait, selon Régis Brun, qu'entre 200 et 300.

**Un isthme fortifié**

Suite à l'échec du débarquement de Lawrence dans l'isthme de Chignectou, au printemps 1750, les autorités londoniennes sont divisées sur la politique à suivre en Acadie. Le Chief Lord of Trade and Plantations, lord Halifax, prône l'envoi de renforts afin de pousser *manu militari* les Français hors de l'isthme de Chignectou au risque de provoquer une guerre tandis que le secrétaire d'État au département du sud, le duc de Bedford, est contre une

256. Ibid., p. 394.
260. Ibid.
telle action. « Le duc de Newcastle, poussé par lord Halifax, intervint alors et, malgré l’opposition royale, s’assura que le 47e régiment soit envoyé à Cornwallis en juin 1750 » affin de fortifier l’isthme de Chignectou et d’en assurer la colonisation britannique. Le 12 septembre, une escadre de 17 vaisseaux pénètre dans la baie de Beaubassin. Le lendemain, Charles Lawrence, à la tête de 700 hommes de l’armée régulière britannique, débarque à Weskak. Après avoir essuyé des coups de feu de la part des Acadiens et des Mi’kmaqs, les troupes britanniques prennent pied, le 15, dans les ruines de Beaubassin. Rapidement, ils y érigent des palissades. En octobre, le fort Lawrence est devenu une réalité. Désormais, les Britanniques peuvent mieux endiguer la petite guerre menée par les Français et les Mi’kmaqs envers la Nouvelle-Écosse péninsulaire. Plus encore, par sa seule présence, le fort britannique constitue une menace à peine voilée sur l’important nœud de transport maritime et terrestre entre le Canada et l’île Royale que l’isthme de Chignectou. Toutefois, il faut mettre quelques bémols sur les effets bénéfiques pour la Nouvelle-Écosse de cette militarisation britannique de l’isthme. Sur le plan de la colonisation, l’opération est un échec puisque les colons britanniques se font toujours rares sur le territoire de l’isthme de Chignectou. Au plan politique, en construisant un petit fort sur la rive est de la rivière Mésagouche, Charles Lawrence validait, selon Pothier, la frontière entre les empires français et britanniques dans cette région du monde.

Face à une présence militaire britannique accrue, les Français choisissent de fortifier leur propre territoire afin de contrer toute velléité d’attaque.

262. Margaret Coleman, Acadian History in the Isthmus..., op. cit., p. 66.
266. Contrairement au plan de William Shirley, conçu dans les années 1740, la présence d’une garnison au fort Lawrence ne provoquera pas de mariages interethniques (protestants avec des Acadiennes catholiques). Geoffrey Plank, An Unsettled Conquest..., op. cit., p. 137.
267. Bernard Pothier, Battle for the Chignecto Forts, op. cit., p. 3.
des troupes britanniques envers l'actuel sud-est du Nouveau-Brunswick. En 1751, les Français construisent donc le fort Gaspareaux\(^{268}\), le long des rives de la baie Verte (près de Port Elgin) et surtout, le fort Beauséjour. Érigé en surplomb du fort Lawrence, le fort Beauséjour constituera la pièce maîtresse du système de défense français de la baie Française. Il se gagnera même la réputation, surfaite selon l'historien militaire Hand, d'être le troisième fort le mieux défendu de l'empire français en Amérique du Nord\(^{269}\). Quoi qu'il en soit, avec des forts de part et d'autre de la rivière Mésagouèche, l'isthme de Chignectou est désormais une zone frontière fortifiée et militarisée entre les deux empires. Qui plus est, les garnisons française de fort Beauséjour et britannique du fort Lawrence y vivent une situation unique en Amérique du Nord\(^{270}\). En effet, c'est le seul endroit où les soldats des deux empires peuvent en demeurant dans leur retranchement établir un contact visuel avec leurs adversaires.

Récemment, au moins deux historiens ont remis en question la primauté de l'aménagement du fort britannique sur celui des Français. Ainsi, Plank écrit qu'au cours de l'été suivant, lire 1750, les Français ont construit un fort à Beauséjour. De son côté, Hand affirme qu'en septembre 1750, les Français disposaient déjà de retranchements de terre fortifiés sur la crête de Beauséjour. Toutefois, pour Hand, le fort pentagonal en terre, si caractéristique de Beauséjour, ne sera construit qu'après que le fort Lawrence fut complété\(^{271}\). « For almost five years, the uneasy standoff between British and French at Chignecto was to continue, while Micmacs raids and skirmishes around the British settlement became so common that the governor gave up trying to report them all\(^{272}\). »

### Les Mi’kmaqs

Appartenant à la confédération Wabenaki, les Mi’kmaqs occupent un territoire connu sous le nom de Mi’kma’kik\(^{273}\), dont deux des districts cor-

---

268. D'après Hand, il s'agit moins d'un fort que d'un lieu défensif visant à protéger les bâtiments (entrepôt) de cet important centre de transit et de transbordement situé sur la façade maritime de l'isthme de Chignectou. Chris Michael Hand, *The Siege of...*, *op. cit.*, p. 27.


272. Stephen E. Patterson, « Colonial Wars... », *op. cit.*, p. 133-134.

Le choc des empires dans l’isthme de Chignectou

respondent à l’isthme de Chignectou\textsuperscript{274}, territoire où ils jouent un rôle crucial. Avant le début de la colonisation européenne, une population plus ou moins nombreuse\textsuperscript{275}, selon les estimations, vivait sur ce territoire des ressources de la mer et de la forêt\textsuperscript{276}. Dans la région de la baie Française, les principaux villages Mi’kmqaqs se trouvent à Baie Sainte-Marie, à Annapolis Royal, aux Mines, à Pigiguit, à Cobeguit et à Chignectou. Vivant principalement de la pêche et de la chasse, les Mi’kmqaqs firent face durant le XVII\textsuperscript{e} siècle aux épidémies, aux guerres et à l’expansion acadienne. Résultat : une partie de la population amérindienne de cette baie émigre vers d’autres sites de pêche, d’où le déclin relatif de ces villages. En dépit de tout ceci, les villages Mi’kmqaqs comptent toujours au XVIII\textsuperscript{e} siècle de 40 à 100 personnes\textsuperscript{277}. En


\textsuperscript{275} Sur le poids démographique de cette nation à cette époque, les chiffres diffèrent. Ainsi, l’historien Pastore estime leur nombre à 12 000, l’anthropologue Prins à environ 15 000 et le Mi’km’k Paul à plus de 100 000. Ralph Pastore, « Aboriginal Peoples and European Contact », dans Buckner et Reid, \textit{op. cit.}, p. 35. Harald E.L. Prins, \textit{The Mi’kmag: Resistance..., op. cit.}, p. 27 et 54 et Daniel N. Paul, \textit{We Were Not the Savages..., op. cit.}, p. 5. Quant à Clark, il écrit « the Micmacs Indians were a small group thinly scattered over a large area when the seventeenth century opened ». Andrew Hill Clark, \textit{Acadia: The Geography...}, \textit{op. cit.}, p. 67. De son côté, l’historienne démographe Virginia P. Miller estime le nombre de 35 000 Mi’kmaks comme un seuil minimal et le chiffre de 70 000 comme une surestimation de cette population. Virginia P. Miller, « Aboriginal Micmac Population: A Review of the Evidence », \textit{Ethnohistory}, 23 (2), printemps 1976, p. 125.

\textsuperscript{276} Selon Dickason, les Mi’kmqaqs « n’ont pas leur égal comme chasseurs de ces mammifères marins que sont le morse, le poque et les petites baleines; d’ailleurs, avant l’arrivée des Européens, ils tiraient leur subsistance avant tout des ressources de la mer (morue, bar et même espadon de mer) et en second lieu de celles de la forêt ». Olive Patricia Dickason, \textit{Les premières nations du Canada}, Québec, Éditions du Septentrion, 1996, p. 80.

\textsuperscript{277} Toutes ces informations statistiques et leur analyse proviennent de l’article de William Craig Wicken, « Re-examining Mi’kmq-acadian Relations, 1635-1755 », dans \textit{Vingt ans après. Habitants et marchands = Twenty Years Later. Lectures de l’histoire des XVII\textsuperscript{e} et XVIII\textsuperscript{e} siècles canadiens = Reading the History of Seventeenth- and Eighteenth-Century Canada} (sous la direction de Sylvie Dépatie et al.), Montréal & Kingston, McGill-Queen’s University Press, 1998, p. 96.
1735, selon une extrapolation d’une estimation des hommes aptes au combat effectuées par l’historien William Craig Wicken, les Mi’kmaqs de la Nouvelle-Écosse et l’Unimaki (Cap-Breton, le sud de Terre-Neuve et Saint-Pierre et Miquelon) seraient 1 158. Dans les années 1740, le nombre de Mi’kmaqs de ce qui deviendra les provinces Maritimes actuelles s’élèvera, selon l’historien Stephen E. Patterson, à 2 000 individus tandis que la population malécite de la vallée de la Saint-Jean s’élèvera à moins d’un millier de personnes.

Dans le contexte du XVIIIᵉ siècle, où les deux grands empires européens d’Amérique du Nord doivent composer dans cette région du monde avec une grande nation amérindienne, on aurait pu s’attendre à ce que les historiens traditionnels attribuent un plus grand rôle aux Mi’kmaqs, ne serait-ce qu’en raison de leur poids démographique et de leur puissance guerrière. Les historiens traditionnels de la période dite « coloniale » ne traitent souvent des Amérindiens qu’en fonction des relations qu’ils entretenaient avec l’un ou l’autre des peuples d’origine européenne installés dans cette région. Par exemple, l’historien J. R. McIsaac cataloguera les Mi’kmaqs comme des alliés indéfectibles des Français et leur dénierà même tout libre arbitre. En 1937, l’historien Alfred Goldsworthy Bailey publie la première étude d’ethnohistoire au pays, où il y affirme notamment que les Mi’kmaqs et les Français du XVIIᵉ siècle avaient institué des rapports d’égal à égal. Malgré ses mérites, cette première œuvre d’ethnohistoire « a été soigneusement ignorée par la plupart de ses collègues à travers le Canada ». En fait, il faudra attendre la fin des années 1960 et le début des années 1970 pour que le rôle des Autochtones soit revisité. D’une part, l’œuvre de Bailey est rééditée. D’autre part, de plus en plus de jeunes historiens ont, selon John Graham Reid, le sentiment que leurs prédécesseurs ne sont « pas parvenus à

278. Stephen E. Patterson, « Colonial Wars... », op. cit., p. 126.
poser les bonnes questions – les questions adaptées à la nouvelle génération sur le rôle des Autochtones pendant la période dite « coloniale » de l’histoire de l’Amérique du Nord »

Pour Olive Patricia Dickason, il ne fait aucun doute que les Français manipulaient les Indiens à leurs propres fins; cependant, les Indiens jouaient le même jeu. Les objectifs étaient toutefois différents : les Français cherchaient à étendre et à maintenir leur hégémonie, alors que les Indiens tentaient d’assurer leur survie. Les Indiens encourageaient la rivalité entre les Anglais et les Français, car ils avaient compris qu’elle leur permettait d’occuper une position de force. Dès que la concurrence prit fin, les Indiens furent défait par la supériorité des nombres sinon la supériorité de la technologie.

De son côté, Leslie Francis Stokes Upton affirme que les Amérindiens exercent leur libre arbitre et qu’ils sont maîtres de leur destinée. Par exemple, ils choisiront de commercer avec les Français, d’accepter la présence de leurs missionnaires et prendront la décision de ne pas s’opposer à la colonisation française de leur territoire. De même, selon Upton, l’arrivée des Britanniques présentera un nouveau choix pour les Mi’kmaws. Satisfaits de leurs relations avec les Français, ils choisiront alors de résister aux Britanniques. Pour Upton, « the decision was not an unreasoned reaction against change, for the Micmacs were subtle enough to manoeuvre between the two European rivals, treating and trading with the British whenever it was necessary to prompt the French into fresh measures of support »

Dans les années 1980, l’historienne Dickason étudiera, en détail, tant la guerre navale des Mi’kmaws contre les Britanniques survenue au XVIIIe siècle que son incidence sur la destinée de cette nation amérindienne. Pour elle, cette guérilla aura, à court terme, pour conséquence de permettre au peuple mi’kmaw « de conserver un peu plus longtemps que leurs voisins du Sud leur mode de vie sur leurs territoires, et à long terme, elle contribua en

286. Ibid., p. xiii.
outre à amener la Proclamation royale de 1763 »\textsuperscript{287}. Dans un autre article, Dickason souligne que la nature des rapports des Mi'kmaqs envers les peuples européens s'est brusquement modifiée avec la défaite des Français en 1710 et la ratification du traité d'Utrecht en 1713. D'une lutte pour le prestige et le soutien à leurs alliés, les Mi'kmaqs passent soudain à une lutte pour leur survie ainsi que pour l'intégrité de leur territoire\textsuperscript{288}. Peuple du milieu, les Mi'kmaqs accentuent leurs raids contre les Britanniques\textsuperscript{289}. Malgré leur engagement aux côtés des Français, ces derniers ne consultent aucunement les Mi'kmaqs avant de sceller le traité d'Aix-la-Chapelle avec les Britanniques en 1748. Pourtant, c'est leur territoire que les deux puissances européennes s'échangent. Pour les Mi'kmaqs cela en est trop et ils reprennent le sentier de la guerre contre les Britanniques, qui eux les considèrent comme des rebelles. La paix entre les deux peuples ne surviendra qu'en 1761\textsuperscript{290}, mettant fin, selon Dickason, à la seule guerre au Canada où les Amérindiens se seraient battus pour leur terre et leur mode de vie\textsuperscript{291}. De son côté, Michel Roy écrit que : « les Amérindiens ont rendu l'Acadie possible »\textsuperscript{292}. Plus loin, il affirme que « la relation de bonne entente [avec les Amérindiens] mettait tous les avantages de notre côté [lire les Acadiens]. Elle ne comportait pour eux que des bénéfices provisoires. Elle signifiait en réalité l'asservissement »\textsuperscript{293}. Au-delà d'un sentiment de culpabilité de l'homme blanc envers les Amérindiens, Michel Roy ne remet donc pas en question le rapport dit harmonieux entre Acadiens et Amérindiens. Sur ce plan, tant Dickason que Upton verront dans les mariages interethniques, l'un

\textsuperscript{287} Olive Patricia Dickason, « La guerre navale des Micmacs contre les Britanniques, 1713-1763 », dans Les Micmacs et la Mer (sous la direction de Charles A. Martijn), Québec, Société des Recherches amérindiennes au Québec, 1986, p. 248, coll. « Signes des Amériques ».


\textsuperscript{289} Par exemple, en 1746, l'attaque de vaisseaux de pêche britannique à Chignectou par les Mi'kmaqs, fut loin d'être une opération menée par les Français (ici Dickason signale que les Canadiens y sont en grand nombre, mais elle ne leur accorde pas la direction des opérations) comme les Britanniques le supposaient. Olive Patricia Dickason, « La guerre navale des Micmacs... », op. cit., p. 237-238.

\textsuperscript{290} Pour une étude novatrice sur les traités entre les Mi'kmaqs et les Britanniques, voir William Craig Wicken, Mi'kmaq Treaties on Trial : History, Land and Donald Marshall Junior, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 301 p.

\textsuperscript{291} Olive Patricia Dickason, « Amerindians Between French and English... », op. cit., p. 49.

\textsuperscript{292} Michel Roy, L'Acadie, des origines à nos jours..., op. cit., p. 116.

\textsuperscript{293} Ibid., p. 117.
des motifs de cette harmonie. Bref, « implicitly, such analyses suppose that colonization changed Mi’kmaq and Acadian societies in ways that eased interaction and fostered a convergence of interests ».

Pour John Graham Reid, on a assisté au cours des dernières années à l’un des changements les plus importants à survenir dans la communauté historienne soit « la reconnaissance tardive par les historiens professionnels du fait que l’histoire des Autochtones joue un rôle central pour quiconque cherche à vraiment comprendre l’Amérique du Nord au XVIIe siècle ou toute autre région du monde où les Européens ont pu interagir avec des civilisations indigènes puissantes ». En fait, à la lumière des propos tenus par Stephen A. Patterson dans un chapitre d’une synthèse historique sur l’histoire de cette région du monde, il semble bien que ce rôle ne se cantonne pas au XVIIe siècle. En effet, pour cet historien, les Mi’kmaqs jouent également, sous plusieurs plans, un rôle central dans l’histoire de cette région du monde de 1744 à 1763. Plus encore selon lui, leur histoire constitue une clé permettant de mieux comprendre plusieurs événements de cette période, y compris la déportation des Acadiens. À la fin des années 1990, Naomi Elizabeth Saundaus Griffiths note que le choc des empires de 1748 à 1755 exacerbe les tensions entre les Mi’kmaqs et les Acadiens. Pour elle, le souci d’autonomie des Mi’kmaqs face à la menace britannique explique pourquoi les Amérindiens renforcent leur alliance avec les Français, quitte à transformer les « communautés acadiennes de Beaubassin en zone de guerre ». De son côté, Wicken offre une toute nouvelle lecture des rapports entre Acadiens et Mi’kmaqs, alors qu’il affirme que deux facteurs viendront perturber, à compter de 1749, la coexistence pacifique entre les deux peuples. D’une part, en raison de l’expansion agricole des Acadiens et du rétrécissement du territoire de chasse des Mi’kmaqs, l’équilibre entre les deux groupes devient, au milieu du XVIIIe siècle, pour le moins précaire. D’autre part, les positions divergentes des deux peuples envers les Britanniques, neutralité pour l’un et affrontement pour l’autre, provoqueront une

295. William Craig Wicken, *Mi’kmaq Treaties on Trial..., op. cit.*, dans Dépatie et al., *op. cit.*, p. 94.
297. Stephen E. Patterson, « Colonial Wars... », *op. cit.*, p. 126.
298. N.E.S. Griffiths, *L’Acadie de 1686 à 1784..., op. cit.*, p. 79.
299. William Craig Wicken, *Mi’kmaq Treaties on Trial..., op. cit.*, dans Dépatie et al., *op. cit.*, p. 94.
série de conflits entre eux, et ce, dès 1714\textsuperscript{300}. Avec la construction du fort Beauséjour, les tensions grandissantes entre une population sédentaire et agricole, les Acadiens, et une société de chasse et de pêche, les Mi’kmaqs, s’accentuent d’autant. En résumé, au cours de la seconde moitié du XX\textsuperscript{e} siècle, les historiens ont cherché à briser les stéréotypes véhiculés par certains de leurs prédécesseurs sur les Mi’kmaqs. D’êtres infantilisés, marionnettes de la France, les Mi’kmaqs sont désormais présentés par les historiens comme une nation maître de ses choix. Seul point d’ombre, même si les historiens tiennent de plus en plus compte de l’importance des Mi’kmaqs dans l’histoire de cette région du monde, l’histoire de leur présence dans l’isthme de Chignectou demeure encore à faire.

La conception britannique de l’avenir de la Nouvelle-Écosse

À son arrivée dans la colonie en 1749, le nouveau gouverneur de la Nouvelle-Écosse Cornwallis voulait consolider les droits britanniques sur la région. Le refus des Acadiens de devenir des sujets britanniques, sans restriction, l’indisposa. Toutefois, les problèmes inhérents à l’établissement de milliers de protestants en Nouvelle-Écosse, la militarisation de l’isthme de Chignectou et, selon Plank, la volonté de Cornwallis d’expulser tous les Mi’kmaqs de sa colonie relègeront cette question à l’arrière-plan. En août 1752, Peregrine Thomas Hopson succède à Cornwallis à titre de gouverneur. Hopson était convaincu que « les Acadiens étaient absolument nécessaires à sa colonie puisqu’ils étaient les seuls agriculteurs enracinés; il réussit donc à obtenir de ses supérieurs la permission d’éluder temporairement la question du serment d’allégeance, et il s’éleva avec succès contre l’établissement de “protestants étrangers” parmi les Acadiens »\textsuperscript{301}. Par ces gestes de bonne volonté, Hopson comptait bien gagner les Acadiens à sa cause et même les inciter à prêter un serment d’allégeance inconditionnel.

Atteint d’une maladie des yeux, Hopson quitte, en 1753, Halifax au moment même où le Conseil de la Nouvelle-Écosse envisage d’expulser les Acadiens hors de la colonie. Même si Hopson gagne Londres, il n’en demeure pas moins gouverneur jusqu’en 1755. « À son départ pour l’Angleterre, le colonel Charles Lawrence fut nommé lieutenant-gouver-

Par exemple, en termes de relations économiques, l’envoi des surplus agricoles des Acadiens de la Nouvelle-Écosse en territoire français plutôt que vers le marché de Halifax n’est pas interprété, selon l’historien Patterson, de la même manière à Halifax qu’à Grand-Pré. Pour les Acadiens, ce commerce s’inscrit dans une optique familiale puisque bon nombre d’entre eux ont toujours de la parenté en Nouvelle Acadie française. Pour les Néo-Écossais, alors sur la défensive, cet approvisionnement en nourriture est plutôt perçu comme la contribution des Acadiens au maintien de l’empire français dans cette région du monde. En quelque sorte, pour certains Néo-Écossais, les Acadiens de la péninsule semblent appliquer une neutralité à géographie variable, neutres militairement, mais tout aussi disposés à collaborer économiquement avec les Français. L’exode des régions de Pigiguit, de l’est de l’isthme de Chignectou et de Cobeguit n’est pas également sans les conforter dans leurs impressions que les Acadiens se montraient partisans envers les Français.

302. N.E.S. Griffiths, *L’Acadie de 1686 à 1784...*, op. cit., p. 79.
305. Stephen E. Patterson, « Colonial Wars... », op. cit., p. 141-142.


310. Selon Monckton, il y avait autour de 300 Acadiens dans le fort au moment de sa reddition. Margaret Coleman, Acadian History in the Isthmus..., op. cit., p. 82. D’après Arsenault, Duchambon de Vergor « n’avait sous ses ordres que 160 soldats réguliers, 300 réfugiés acadiens, qu’il avait forcés à prendre les armes, et un groupe d’Indiens ». Bona Arsenault, Histoire des Acadiens..., op. cit., p. 179.
311. Chris Michael Hand, The Siege of..., op. cit., p. 89-93. De son côté, Geoffrey Plank souligne ceci : « The status of the Acadian villagers in Beauséjour was a point of controversy in the negotiations, and the French commanders insisted that a clause be inserted into the capitulation agreement guaranteeing a pardon to those Acadians who had aided the French ». G. Plank, An Unsettled Conquest..., op. cit., p. 143.
Cumberland. Qui plus est, il envoie une missive au commandant du fort Gaspareaux, le capitaine Benjamin Rouer de Villeray lui enjoignant de capiter, sous les mêmes paramètres que Vergor. Il lui donne une journée pour répondre à son ultimatum. Le 18 juin, Monckton envoie Winslow attaquer le fort Gaspareaux, sur la baie Verte. Face à 250 hommes, la garnison de 32 hommes dispose de peu de moyens de défense, d’autant que le fort est en piteux état. Son commandant Villeray n’ayant pas d’autre choix, il se rend\textsuperscript{312}. Selon Pothier, Villeray obtient que les marchandises des entrepôts soient distribuées aux Acadiens et aux Amérindiens. Le 19, la garnison française du fort Gaspareaux, désormais le fort Monckton, part rejoindre ses compagnons d’armes au fort Cumberland. Pendant ce temps, Monckton exige, le 18 juin, des habitants de l’isthme qu’ils rendent leurs armes. Le 20 juin, selon Margaret Coleman, 300 d’entre eux l’ont déjà fait. « On the 21st and 22nd settlers from the more distant rivers arrived and surrendered theirs »\textsuperscript{313}. Avec la destruction des fortifications du fleuve Saint-Jean et la perte des forts de l’isthme de Chignectou, la France ne compte plus en 1755 aucune infrastructure défensive en Acadie alors que « tout ce qui pouvait la protéger de l’extérieur reflue sur Québec »\textsuperscript{314}.


La déportation des Acadiens de l’isthme de Chignectou

Conformément aux termes de la capitulation des forts de l’isthme de Chignectou, les Acadiens ayant participé à la bataille aux côtés des Français

\textsuperscript{312} Chris Michael Hand, \textit{The Siege of…, op. cit.}, p. 94.
\textsuperscript{313} Margaret Coleman, \textit{Acadian History in the Isthmus…, op. cit.}, p. 83.
\textsuperscript{314} Michel Roy, \textit{L’Acadie, des origines à nos jours…, op. cit.}, p. 129.
\textsuperscript{315} Guy Frégault, « La déportation des Acadiens », \textit{op. cit.}, p. 327.
\textsuperscript{316} Sur ce point précis, Chris Michael Hand écrit que « it is reasonable to assume that the loss of Acadian produce alone had a direct economic impact on France’s ability to adequately provision its remaining garrison in New France, particularly Fortress Louisbourg ». C.M. Hand, \textit{The Siege of…, op. cit.}, p. 97.

Le 3 juillet, sous la direction de Charles Lawrence, le conseil provincial de la Nouvelle-Écosse rencontre les « députés » acadiens de plusieurs communautés de la baie de Fundy323. Au terme d’un long réquisitoire condamnant la politique de neutralité acadienne, Lawrence leur laisse une dernière chance de prêter un serment d’allégeance inconditionnel à la couronne britannique. Refusant de prêter serment sans en référer à leur population, les porte-parole

318. Ibid., p. 143-144.
320. N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 454.
acadiens demandent un délai. Ils obtiennent une heure. Après conciliabule, les Acadiens maintiennent leur position. Devant la gravité de la situation, le Conseil ajourne la séance jusqu’au lendemain matin. Rien n’y fait. Face à leur refus de prêter serment, le Conseil décide que ces députés seront désormais perçus comme des sujets français et entend bien les traiter comme tels. Quinze députés informent alors le Conseil de leur décision de prêter le serment. S’appuyant sur une disposition juridique particulière, la loi 1 Geo. 2 c. 13, invoquée pour les réfractaires papistes, où le refus de prêter serment entraîne l’impossibilité de le prêter à l’avenir, les députés sont arrêtés séance tenante.

Le Conseil somme alors les Acadiens d’élire rapidement d’autres représentants afin qu’ils prêtent en leur nom un serment d’allégeance inconditionnel. Le 16 juillet, « les habitants de Port-Royal se réunissent et ceux des régions de Grand-Pré, de Pigiguit et de Cobeguit, le 22 juillet 1755, pour rédiger leur ultime réponse à Lawrence, relativement à la prestation du serment d’allégeance ».


325. Pour Klimis et Vander Linden, l’évocation de cette disposition constitue une indication supplémentaire qu’il s’agit davantage d’un problème religieux que politique. Klimis et Vander Linden, « Deux juristes face... », dans Du Grand Dérangement..., op. cit., p. 71.


327. N.E.S. Griffiths, From Migrant to Acadian..., op. cit., p. 460.


329. Pour en savoir sur la validité juridique de ce point de vue, voir Klimis et Vander Linden, « Deux juristes face... », dans Du Grand Dérangement..., op. cit., p. et ss.
contre-offensive française conjuguée au refus des Acadiens de prêter un serment inconditionnel explique ce vote 330.

Le 31 juillet, Lawrence écrit à Monckton que les habitants de l’isthme de Chignectou seront, en raison de leur prise d’armes contre le gouvernement britannique, les premiers à être expulsés par bateaux 331 vers les colonies américaines de Georgie, de Caroline du sud et de Pennsylvanie (Philadelphie). Lawrence ordonne également à Monckton de pratiquer la politique de la terre brûlée 332, puisque celui-ci reçoit l’ordre d’incendier les villages de l’isthme de Chignectou et de détruire tous les abris où pourraient éventuellement se réfugier des Acadiens 333. Le 6 août, un détachement de 100 hommes détruit les localités de Cobeguit, de Tatamagouche et de Ramsack (Wallace) tout en regroupant les habitants et le bétail. Le 10 août, on demande, selon Le Guerne, aux habitants de l’isthme de se présenter au fort Lawrence sous un prétexte fallacieux, soit celui de régler la question de la tenure de leurs terres. Le 11 août, 400 personnes tombent dans le piège. Le Grand Dérangement s’accélère avec leur déportation pour ne s’arrêter qu’en 1763.

**La déportation et l’historiographie**

L’expulsion acadienne n’apparaît pour ceux qui vivent à cette époque, selon John Bartlet Brebner, que comme un incident parmi d’autres d’une guerre des temps modernes. Selon Frégault, la Déportation est bien vue dans les milieux politiques de Londres et dans les colonies américaines. « Dans les deux mondes, la conscience britannique est tranquille » 334, quoique l’opinion publique américaine pose mieux la question que celle d’Angleterre. À en croire l’historien Brebner, les Français du Canada et de Louisbourg ne s’indignent guère face à la déportation des Acadiens, occupés qu’ils sont à en tirer le meilleur parti au plan militaire. Quant à la France, il faut attendre

---


331. À 2 personnes par tonne, les Acadiens seront entassés dans 11 bateaux.


l’arrivée en 1760 des Acadiens en terre française, pour que leur sort soulève l’indignation des Français\textsuperscript{335}. Toutefois, cette indignation n’est que passagère puisqu’en général, la déportation des Acadiens, malgré les protestations de philosophes, tels Voltaire ou Rousseau, sur le caractère inhumain de l’expulsion de peuples, demeure un incident isolé\textsuperscript{336}. Malgré les centaines d’ouvrages et d’articles écrits sur la déportation, celle-ci demeure toujours une décision très controversée, qui soulève, encore aujourd’hui, nombre de questions, dont voici quelques exemples: «À qui la mise sur pied de ce projet doit-elle être attribuée? Au gouverneur Shirley? Quel fut le rôle de Londres? […] Peut-on, à l’instar de Guy Frégault, résumer cet épisode comme un acte de guerre, et l’accepter comme tel?\textsuperscript{337} »

\textit{Grosso modo}, les auteurs de la période classique se partagent en deux camps\textsuperscript{338}. Le premier présente la Déportation comme une perfidie perpétrée envers les Acadiens. Cette conduite odieuse, certains historiens en imputèrent la responsabilité aux Britanniques, voire même aux Français, coupables d’insouciance et d’abandon\textsuperscript{339}. Toutefois, en cette Acadie où il est bon ton de manifester son loyalisme à la couronne britannique, les historiens nationalistes, à la suite de François-Edme Rameau de Saint-Père, n’en imputèrent pas la responsabilité directe à l’Angleterre. Soutenant la thèse de la non-connivence de l’Angleterre, ils mèneront un véritable réquisitoire contre le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, Charles Lawrence, et dans une moindre mesure, au gouverneur du Massachusetts, William Shirley, voire


\textsuperscript{336} John Bartlet Brebner, \textit{New England’s Outpost..., op. cit.}, p. 231, note 1.

\textsuperscript{337} N.E.S. Griffiths, \textit{L’Acadie de 1686 à 1784..., op. cit.}, p. 83.

\textsuperscript{338} De son côté, Jean-François Mouhot écrit : « Les historiens se partagent entre ceux qui jugent que cette déportation était justifiée par la stratégie anglaise et en quelque sorte “inévitable”; et ceux estimant qu’il s’agit au contraire d’une faute politique et d’un acte inhumain. La déportation fut en effet très dure, entraînant parfois la séparation de familles et souvent la mort; les conditions très sommaires de transport provoquèrent plusieurs naufrages, et les exilés furent souvent contraints à une longue errance (dans le cas des colons déportés en France, elle dura près de trente années). J.-F. Mouhot, \textit{Les Réfugiés acadiens en France..., op. cit.}, p. 12 note 22.

\textsuperscript{339} Il en va ainsi de François-Edme Rameau de Saint-Père, d’Édouard Richard, de l’abbé Henri-Raymond Casgrain et de Placide Gaudet.
leurs acolytes. Sans les absoudre totalement, Henri d’Arles jettera, au début du XXe siècle, un pavé dans la mare d’une historiographie anglophone en « considérant la Déportation comme l’aboutissement d’un demi-siècle de politique anglaise »340 et l’œuvre préméditée de Lord Halifax et de ses associés du Board of Trade »341. Ce schéma d’interprétation fera école auprès de Lionel Groulx342 mais il ne trouve pas prise sur Antoine Bernard, premier titulaire de la chaire d’histoire de l’Acadie à l’Université de Montréal, pour qui tant l’Angleterre que le quatuor Lawrence-Shirley-Belcher-Boscawen fut responsable de cette déportation343. Quoiqu’il s’empresse d’ajouter qu’il faut en incomber la plus large part au « tyranneau » Lawrence344. Dans le second camp, l’expulsion des Acadiens est plutôt présentée comme une cruelle nécessité dictée par des impératifs militaires, géostratégiques ou géopolitiques de l’Empire britannique et de ses composantes (lire la Nouvelle-Angleterre). Là aussi, le discours emprunte parfois la forme du réquisitoire, les uns reportant le fardeau de la faute sur les Acadiens, qui refusent de devenir des sujets britanniques, les autres sur l’influence néfaste exercée par des hommes comme le missionnaire Le Loutre auprès des Acadiens.

Si l’abbé Jean-Louis Le Loutre a souvent été la bête noire de maints historiens anglophones, son contemporain Charles Lawrence fut celle de plusieurs de leurs confrères de langue française puisqu’une certaine historiographie en fera un parfait bouc-émissaire et lui imputera un grand rôle dans la déportation finale des Acadiens. Il en va ainsi de François-Edme Rameau de Saint-Père, pour qui Lawrence, est responsable de cette tache ineffaçable, de cette cruauté honteuse et de cette conduite odieuse, alors que

342. Ibid.
l’Abbé Casgrain exhume des documents accréditant la mauvaise foi des gouverneurs britanniques de la Nouvelle-Écosse. De son côté, Émile Lauvrière, professeur à La Sorbonne, noircit le personnage de Lawrence en le qualifiant, notamment, d’être arrogant et dédaigneux qui déteste les Français. Pour lui, l’affirmation de Lawrence, selon laquelle, les Acadiens, par leur refus, ont perdu tout droit sur leurs terres, est non seulement une affirmation monstrueuse, mais aussi un déni des instructions formulées par la reine Anne en juin 1713\textsuperscript{347}. Bref, en abandonnant la politique modérée de Mascarene et de Hopson, Lawrence ouvre la voie à l’expulsion des Acadiens. On peut juger de l’importance de la charge émotive envers Lawrence quand un historien comme Henri d’Arles, tenant d’une thèse partageant les torts entre l’Angleterre et les gouverneurs des colonies britanniques d’Amérique du Nord, écrit : « et voici venir, dans le personnage de […] Charles Lawrence, l’homme fatal, l’exécuteur des hautes œuvres, le bourreau qui fera du peuple acadien un peuple martyr. Avec un tel homme – pardon, une pareille brute – les choses vont marcher rondement »\textsuperscript{348}. Plus loin, d’Arles note que Lawrence, dans une lettre du 19 juillet 1755, traite les Acadiens de sujets perfides. Tout en rejetant cette accusation, d’Arles lui retourne le compliment. Pour lui, la perfidie est plutôt celle des gouverneurs successifs de la Nouvelle-Écosse, qui en dépit des termes du traité d’Utrecht, ont retenu les Acadiens dans cette colonie. Cette perfidie est également celle du roi George II et de son agent Cornwallis qui ont impunément invalidé le serment conditionnel de 1730\textsuperscript{349}. Poursuivant son réquisitoire, d’Arles écrit : « La perfidie! Ah! Avec le personnage qui vient d’entrer en scène et qui va précipiter le dénouement du drame longuement combiné et savamment mûri dans le mystère de la chancellerie britannique, à la perfidie s’ajoutera la froide cruauté, une barbarie si experte et si calculatrice qu’en en voyant les preuves,


\textsuperscript{349} Le 3 janvier 1730, les habitants d’Annapolis Royal se soumettent « sans » réserve à la couronne. Fort de ce premier succès, Richard Philips tente à nouveau sa chance auprès des autres communautés de la colonie. Une fois encore, elles lui réitèrent leurs réserves initiales. Finalement, pour obtenir leur adhésion, il use du subterfuge suivant : dans la déclaration anglaise, il fait prêter serment d’allégeance aux Acadiens tandis que les « conditions qui se rapportent à la neutralité, à l’exercice de la religion et la liberté de quitter les terres [sont inclus] dans la marge de la copie française ». Bon gré mal gré, un \textit{modus vivendi} s’est établi entre les deux parties sur la question de la fidélité. Stéphane R. LeBlanc, \textit{Neutralité des Acadiens...}, op. cit., p. 12.
l'on se demande si l'on ne rêve pas, si l'on n'est pas en proie à quelque effroyable cauchemar.» Dans un article de 1977, Neil Boucher résume la position des historiens de la période classique de la manière suivante : « […] les Anglais, et sans doute leur chef, étaient les brigands, […] les décisions de Lawrence n'avaient aucune considération humanitaire, et […] la haine des anglophones envers les Français emportait le tout.»

Dans le camp de l'expulsion des Acadiens présentée comme une cruelle nécessité, on trouve notamment des hommes comme William Burck, Francis Parkman, A. MacMechan et James Bartlet Brebner. Ainsi, pour Burck, si le conflit entre deux empires justifie la déportation des Acadiens, il n'en demeure pas moins que les conséquences sont telles qu'un cœur humain ne les adopte jamais qu'à regret. Dans le cas de Parkman, la déportation s'explique par des impératifs militaires. D'une part, les troupes de la Nouvelle-Angleterre sont formées de volontaires n'ayant signé leur engagement que pour un an. D'autre part, Parkman affirme qu'en cas d'attaque française, une large part des Acadiens appuiera les troupes du roi de France. Bref, « in fact, the Acadians, while calling themselves neutrals, were an enemy encamped in the heart of the province. These are the reasons which explain and palliate a measure too harsh and indiscriminate to be wholly justified. » Dans un ouvrage collectif sur l'histoire du Canada et ses provinces, on considère que la décision de Lawrence fut dictée par la sauvegarde de la colonie et qu'elle était impérative compte tenu de la crise en cours. Bref, « Lawrence acted like the commander of a fort expecting a siege, who levels trees and houses outside the walls in order to afford the enemy no shelter and to give the garrison a clear field of fire. » Quant à James Bartlet Brebner, celui-ci écrira que Lawrence n'est ni un ogre inhuma ni quelqu'un guidé par l'avarice et l'ambition, mais bien l'héritier d'un legs fatal. Pour lui, la responsabilité de la déportation ne peut être imputée entièrement à Lawrence. « He was gradually led to take a step whose consequences he did

not foresee or appreciate. Once involved, he had not the imagination or moral courage to draw back. » Plus encore, selon Brebner, s’il est indéniable que Lawrence soit l’agent de l’expulsion, la cause de celle-ci doit être plutôt cherchée dans la lutte séculaire de la Nouvelle-Angleterre pour sécuriser sa frontière nord et préserver ses intérêts économiques dans l’Amérique du Nord-Est.

À la lumière des travaux du généalogiste et historien amateur Bona Arsenault et de l’historien professionnel Guy Frégault, les perspectives des historiens canadiens-français commencent à se renouveler au cours des années 1950. En effet, l’un et l’autre, dans leurs écrits respectifs, recherchent moins à désigner un coupable qu’à identifier les causes de cette tragédie humaine. Ainsi, l’Acadien Bona Arsenault, s’il impute toujours la décision sans appel de la déportation à Lawrence, constate que les Anglo-Américains n’avaient aucune confiance dans la politique de neutralité des Acadiens, d’où leur crainte de devoir faire face à d’une révolte acadienne à la veille d’une nouvelle guerre entre l’Angleterre et la France. Les Acadiens constituent un obstacle insurmontable à l’établissement de colons britanniques. Pour Arsenault, « l’atmosphère de crainte hystérique, imprégnée de haine, d’esprit de vengeance et de lucre » qui règne en 1755 chez les Britanniques et les Anglo-Américains envers les Acadiens n’est pas étrangère à la décision de les déporter. Québécois, Guy Frégault affirme, dans un article paru en 1954, que ce serait une erreur grossière que d’assimiler la déportation des Acadiens à un brusque accès de violence, à une monstrueuse saute d’humeur qui aurait un moment secoué Lawrence et ses collaborateurs à l’insu du gouvernement britannique. Non : la dispersion va durer jusqu’en 1762. Elle n’est ni un accident ni un incident. Encore un coup, on ne peut la décrire autrement que comme une politique. Politique réfléchie, amorcée avant juillet 1755. Politique qui se déploie durant sept, huit ans. Politique que la métropole n’a pu ignorer, et qu’elle a, on le sait, déjà approuvée

356. Ibid. En ce qui concerne la politique impériale britannique, il la voit en toile de fond et non en avant-plan dans la tragédie acadienne.
357. Celui-ci n’en poursuit pas moins la traditionnelle charge à l’emporte-pièce contre Lawrence, en rappelant que « ses propres compatriotes de Halifax l’ont dénoncé en 1757 pour son mauvais cœur et ses procédés perfides, pour son arrogance et sa dédaigneuse attitude, pour son oppression et sa tyrannie. Ils l’ont qualifié de tyran bassement rusé et flatteur accompli ». Bona Arsenault, Histoire des Acadiens..., op. cit., p. 176-177.
358. Ibid., p. 190.
et adoptée. Politique cependant qui n’est pas spécifiquement britannique : politique de conquête, politique impérialiste que la France s’était révélée prête, neuf ans plus tôt, à mettre en œuvre dans la mesure où ses besoins l’eussent exigé.\footnote{359}

Dans le même article, Frégault écrit que « l’affreux épisode de la dispersion des Acadiens ne se conçoit que dans le cadre d’un conflit de colonisations ; […] qui entrent en conflit précisément parce qu’elles visent en même temps les mêmes objectifs. [Plus loin, il écrit :] déplacement, dispersion, remplacement : tels sont les trois aspects de la grande opération commencée en 1755, et ces trois aspects, il n’est pas inutile de le souligner, ont une égale importance.»\footnote{360}. Ce faisant, Frégault se fait écho à l’interprétation classique de Brebner, selon laquelle la responsabilité de la déportation incombe avant tout à la colonie britannique du Massachusetts.

Dans les années 1970, Neil Boucher et Dominick Graham, biographe de Lawrence, se porteront à la défense de ce personnage. Ainsi, pour Graham, la déportation se révéla aussi inutile sur le plan militaire – après la prise de Louisbourg et de Québec – qu’inhumaine, ainsi qu’on la qualifia plus tard. Cependant, Lawrence n’était pas un homme cruel, même s’il manquait d’imagination. Il serait trop facile d’expliquer cette décision comme étant une simple affaire de con voitise ; le légalisme, le respect du précédent et l’excès de confiance en la responsabilité collective des conseils – caractéristiques du temps – servirent de paravant. L’attitude du Board of Trade avec les années, équivoque sous plusieurs aspects, se précisa lorsqu’elle réclama le serment quand l’occasion se présenta. L’opération contre Beauséjour, effectuée sans autorisation, fournit le prétexte. À Londres, il n’existait aucun plan militaire concernant une opération en Nouvelle-Écosse, mais après la déportation, Lawrence ne fut aucunement réprimandé pour avoiragi de son propre chef. Sa décision fut prise, selon lord Holderness, dans « une atmosphère confuse qui ne ressemblait ni à la paix, ni à la guerre » et que la Nouvelle-Écosse connaissait depuis 1749. Les principaux éléments de cette affaire étaient le chaos, l’incompréhension et la crainte. Chaque étape vers la tragédie engendrait les faits qui conduisaient à l’étape suivante. Ceux qui avaient le pouvoir n’eurent en aucun temps les renseignements nécessaires pour prendre de bonnes décisions. Ils faisaient des projets dans le vide.\footnote{361}

Pour Neil Boucher, le refus des Acadiens de prêter allégeance ainsi que la présence accrue des militaires français dans cette région du monde sont

\footnote{359} Guy Frégault, « La déportation des Acadiens », \textit{op. cit.}, p. 338-339.
\footnote{360} \textit{Ibid.}, p. 333-334.
\footnote{361} Dominick Graham, « Lawrence, Charles », \textit{op. cit.}, version électronique.
autant de circonstances atténuantes expliquant la décision de Lawrence de déporter les Acadiens. Bref, « avec tous ces facteurs en jeu [...] Lawrence était le soldat que beaucoup d’auteurs canadiens-français et acadiens n’ont pas voulu reconnaître »362. De son côté, l’historien Rawlyk s’élève contre l’interprétation de Brebner sur le rôle dévolu au Massachusetts dans la déportation363. Ainsi, d’après lui, William Shirley, qui dirigeait alors une expédition contre le fort Niagara, ne savait rien des décisions de Lawrence. Plus encore, il affirme qu’en 1755, la plupart des dirigeants du Massachusetts avaient appris à distinguer la politique agressive des agents de l’impérialisme français du pragmatisme acadien364 et qu’en conséquence, aucun homme d’influence de cette colonie américaine, y compris Shirley, n’a pu promouvoir l’expulsion des Acadiens. Rawlyk s’évertue à démontrer que cette colonie américaine de la couronne britannique n’a pas réellement été favorisée par les déportations et les déplacements forcés des Acadiens.

Sur ce point précis, soit le lien causal entre l’expulsion et l’établissement des Planters, les avis diffèrent. D’un côté, John Graham Reid, affirme que « while Lawrence and Shirley were certainly thinking in terms of New England settlement in a limited area on and to the west of the isthmus, there is no evidence to suggest that a general expulsion was considered by them in advance, let alone that province-wide New England immigration was immediately planned. After 1758, however, circumstances changed »365. De l’autre côté, Fred Anderson soutient que l’architecte principal de la Déportation de 1755 n’a pas été Lawrence, mais bien le gouverneur de la colonie du Massachusetts. Pour cet auteur américain, en effet, William Shirley agit de la sorte afin de rendre les terres et les fermes appartenant aux Acadiens accessibles aux habitants de cette colonie américaine, un territoire de plus en plus surpeuplé. Plus encore, selon lui, il n’y a aucun doute que le Massachusetts est le principal bénéficiaire de cette expulsion366.

Décidément, les années 1970 sont celles des remises en question. En effet, durant cette décennie, on assiste à la modernisation de la production et à l’affirmation de la tradition d’autonomie historiographique des historiens acadiens. Tenant compte des avancées de leur discipline, les historiens acadiens s’appuient sur le contexte entourant les motifs de la déportation, mais

364. Ibid., p. 212.
365. John Graham Reid, Six Crucial Decades..., op. cit., p. 49.

Autre exemple, Jean Daigle affirme, en 1980 que « Lawrence fut le premier administrateur anglais370 de la colonie qui, dans sa correspondance avec le Board of Trade, envisagea le fonctionnement de la Nouvelle-Écosse, sans la présence des Acadiens »371. En 1993, Daigle prolonge sa pensée en écrivant qu’avec « l’expulsion de ces derniers du territoire […] l’installation d’une colonisation anglaise et protestante »372 serait d’autant facilitée. Pour lui, la défaite militaire de Braddock dans la vallée de l’Ohio n’est pas étran-

368. Michel Roy, L’Acadie, des origines à nos jours..., op. cit., p. 128.
369. Ibid., p. 130.
370. Toutefois, Lawrence n’est pas le premier administrateur britannique à avoir envisagé d’expulser les Acadiens. Par exemple, à la faveur de la Guerre de la Succession d’Espagne, l’Écossais Samuel Vetch vend à la reine Anne l’idée d’évincer les Français de l’Amérique du Nord et de les remplacer par des Écossais.

**Conclusion**

Dans cet article, qui conjugue récit historique avec inventaire historiographique, on perçoit bien tout l’enjeu entourant le discours historique sur le choc des empires dans l’isthme de Chignectou. En effet, plus qu’une simple recension des interprétations du passé qui seraient, par définition, dépassées en regard des interprétations du présent376, cet article a permis de dégager, qu’avant d’être un objet d’étude en soi, le passé et son interprétation constituent un enjeu identitaire pour les divers peuples vivant dans cette région du monde. Ainsi, dans les écrits de la période classique, la production historiennne tendra à débattre sur l’existence ou non de la neutralité des Acadiens et à distribuer les responsabilités au sujet de la Déportation. Plus encore, selon les affinités culturelles, la communauté historienne de l’époque tendra à opposer le Nous à l’Autre sur ces grandes questions. Mais dans un même temps, les uns et les autres auront tendance à représenter l’Acadien et le Mi’kmaq de manière plus ou moins similaire. Ainsi, l’Acadien apparaîtra la plupart du temps comme un être vivant dans une société immobile, homogène, plus ou moins replié sur lui-même, et soumis aux vicissitudes des impérialismes britannique et français tandis que le Mi’kmaq sera dépeint comme une marionnette face aux forces en présence. Par essence, le discours

374. Dans une publication parue en 1997, cette historienne écrit que : « lors de sa nomination au poste de lieutenant-gouverneur en 1753, il était persuadé que le refus acadien du serment d’allégeance compromettait gravement ses desseins. Ses deux objectifs étaient différents, mais à ses yeux interdépendants : d’abord, la préservation des possessions britanniques en Amérique du Nord, et ensuite le renforcement de la Nouvelle-Écosse comme partie intégrante de ces possessions. Au printemps 1755, Lawrence était convaincu que la présence des Acadiens empêchait la réalisation de ses projets. Par conséquent, la meilleure solution était de les disperser parmi les populations des autres colonies nord-américaines où ils finiraient par être assimilés ». N.E.S. Griffiths, *L’Acadie de 1686 à 1784...*, op. cit., p. 82.
historique de cette période ne peut se résumer à celui d’un seul peuple tant le récit des historiens de toute provenance est intriqué à celui d’une mouvance plus grande, soit celui du choc des empires britannique et français. Longtemps cette situation a suscité un récit dans lequel chaque composante de l’histoire coloniale de la région s’est souvent définie en opposition à celle des autres. Quoique cet état de fait ne soit pas unique, le rôle respectif joué par chaque communauté culturelle dans la Déportation de 1755 influera énormément sur sa production historique. Ainsi, les historiens francophones, surtout acadiens et canadiens-français, comme les historiens anglophones, principalement ceux de la Nouvelle-Écosse, tendront à jurer l’Autre et à défendre le Nous. Sur ce plan, tant Le Loutre que Lawrence feront l’objet de véritable réquisitoire.

Avec la professionnalisation de la discipline historique et l’émergence de nouveaux chantiers de recherche, un bris s’opère graduellement dans l’homogénéité de la représentation du rôle des deux empires européens et des peuples de l’Acadie et du Mi’kma’kik. L’histoire démographique, la sémio-logie, l’histoire des mentalités, l’histoire sociale conjuguée à une histoire militaire et politique aux problématiques renouvelées, concourent toutes à modifier le grand récit collectif des peuples du milieu. Abandonnant un rapport d’opposition entre le Nous et l’Autre, pour une reconnaissance de l’autre dans sa différence, la production historienne récente ne dépendra plus l’Acadien, comme une victime des événements, mais bien comme un citoyen clairvoyant, habile entrepreneur, fin tacticien apte à négocier les termes de sa neutralité, vivant dans une société ouverte sur le monde. Au Mi’kmak infantilisé, la communauté historienne lui substituera un membre d’une nation souveraine pleinement en mesure de jouer son jeu. Pour ce faire, les historiens-nes ont dû délaisser leur chapelle respective pour entreprendre une lecture croisée des diverses historiographies nationales touchant leur problématique. Tant et si bien, que les schémas interprétatifs de tous ont été enrichis par l’argumentaire des autres. Sur ce plan, l’étude des écrits des historiens de l’isthme de Chignectou a amplement démontré le déplacement des points de vue sur l’histoire de cette région du monde. Mais au-delà de ces ruptures, elle a aussi illustré combien le choc des empires français et britannique a dicté l’histoire de cette partie du monde de 1713 à 1763 et la destinée des peuples du milieu.
Origine de la cloche de l’église Saint-Alexis de Rollo Bay, Î.-P.-É. : une précision

Earle Lockerby

Un court article concernant la cloche de Rollo Bay, rédigé par Francis C. Blanchard, a été publié dans Les Cahiers, vol. 43, n° 2 (juin 2011). Il semble que l’idée maîtresse de l’article ait été de démontrer que cette cloche n’est pas une « cloche française » parce qu’elle a été fondu à Mechelen, ville sise dans l’actuelle Belgique. M. Blanchard argumente que c’est une erreur de qualifier de « cloche française » qui devrait être correctement identifiée comme étant une « cloche belge ». On peut présumer que M. Blanchard réagissait à mon article traitant de la cloche de Rollo Bay dans Les Cahiers, vol. 40, n° 1 (mars 2009) dans lequel je qualifiais la cloche de « française ». L’argument de M. Blanchard est à la fois fallacieux et spécieux.

La cloche a été acquise par les Français (très probablement par le comte de Saint-Pierre ou par son entreprise la Compagnie de l’île Saint-Jean), expédiée de France à l’Île Saint-Jean, probablement via Louisbourg, puis utilisée par les paroissiens du Havre Saint-Pierre, à l’Île Saint-Jean, pendant près de 35 ans. Certains d’entre eux étaient venus directement de France; d’autres étaient des Acadiens. La cloche fut enfouie en 1758 lorsque les habitants furent déportés. Elle a été découverte inopinément en 1870. Pour toutes ces causes, la cloche est assurément « française ».

Il n’est pas rare de trouver sur des sites archéologiques acadiens en Nouvelle-Écosse, ou sur des sites archéologiques français au Cap-Breton, des tessons de faïence qui sont indubitablement d’origine chinoise. La Chine faisait commerce de faïences avec des marchands français qui les apportaient en France et, de là, elles passèrent en Acadie. On trouve aussi sur des sites archéologiques acadiens des tessons de céramiques anglaises. Ces fragments de poterie avaient leur origine en Angleterre d’où elles passèrent en Nouvelle-Angletre et, de là, en Acadie par voie commerciale. Qualifions-nous ces débris de céramiques d’« artefacts chinois » ou d’« artefacts anglais »? Non, bien entendu. Les archéologues les désignent correctement comme des « artefacts acadiens ».

Si une Volkswagen portant une plaque d’immatriculation de l’Î.-P.-É. est impliquée dans une collision mortelle à Boston, les médias locaux

En réalité, après que la cloche eut été déterrée sur le site de l’ancien Havre Saint-Pierre, elle se fêla. En conséquence, les paroissiens de Saint-Alexis, dont à peu près la moitié était des Acadiens, expédièrent la cloche à une fondrière de l’État de New York pour être fondue en échange d’une cloche neuve. Nous ne savons pas si la cloche nouvellement fondue, qui est aujourd’hui la cloche de Rollo Bay, contient une seule parcelle qui se trouvait dans la « cloche française », c’est-à-dire celle utilisée à Havre Saint-Pierre jusqu’en 1758. Est-elle de la même taille et a-t-elle la même forme que la cloche originale? Il est peu probable que nous le sachions jamais. Il est fort regrettable qu’un artefact aussi authentique et si important du Régime français à l’Île Saint-Jean — la seule cloche connue qui ait été expédiée à l’Île avant 1758 — ait été détruite délibérément.

Dans son article, M. Blanchard fait référence aux diverses épellations du mot flamand « Mechelen ». Pourtant, il fait erreur au sujet de l’inscription que l’on trouve de nos jours sur la cloche de Rollo Bay en employant à tort l’épellation « Mechelin ». En réalité, l’inscription sur la cloche se lit « Michelin ». Les diverses inscriptions de la cloche, telles que notées par M. Blanchard sont soit erronées, soit incomplètes.

Monsieur Blanchard mentionne « la fameuse cloche de Malpec ». L’épithète « notoire » serait plus appropriée; cette notoriété découlant de ce qu’elle a été volée à deux reprises de l’Église Unie de Princetown à Malpèque, Î.-P.-É. Les criminels qui ont volé cette cloche n’ont pas cru bon de la montrer au grand jour ou de la restituer à ses propriétaires légitimes. Les lecteurs des Cahiers intéressés par cette question peuvent lire mon article détaillé traitant de cette cloche dans Les Cahiers, vol. 33, n° 4 (décembre 2002).
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ACADIENNE